

# 1986 - 9(1)

*Il a été tiré de cette livraison spéciale de **Technologia**, à l'occasion de la séance académique de clôture de l'Année du Centenaire de la Société royale belge des Ingénieurs et des Industriels, tenue le 4 décembre 1985 à Bruxelles, en présence de S.M. Baudouin, roi des Belges.*

*100 exemplaires numérotés de 1 à 100, constituant l'édition originale.*

*Ter gelegenheid van de academische slotzitting van het Eeuwfeest van de Société royale belge des Ingénieurs et des Industriels op 4 december 1985 te Brussel in aanwezigheid van Z.M. Baudewijn, koning der Belgen, werden er van deze speciale aflevering van **Technologia**, honderd van 1 tot 100 genummerde exemplaren gedrukt, die de originele uitgave vormen.*

## SOMMAIRE INHOUD

[Préface](#)

[C. Gaier. Pourquoi l'archéologie industrielle?](#)

[A. Linters. - Industriële archeologie, industrieel erfgoed](#)

[J. Liébin. - Le patrimoine immobilier](#)

[A. Linters. - Het roerend industrieel, technisch en wetenschappelijk erfgoed. Vogelvrij ?](#)

[H. Coppejans-Desmedt. - Archief als bestanddeel van het industrieel archeologisch onderzoek](#)

[A. Vanrie. - Méthodologie des recherches iconographiques en archéologie industrielle](#)

[J. Puissant. - Histoire orale et milieu social](#)

[Protection du Patrimoine culturel et compétences administratives en Belgique](#)

[Bescherming van het cultureel patrimonium en de administratieve bevoegdheden in België](#)

[P. Dartevelle. - La mise en valeur du patrimoine industriel ancien et la Communauté française de Belgique](#)

[J. De Schepper. - De herwaardering van het industrieel erfgoed : Institutionele en juridische aspecten in het Vlaamse gewest](#)

[J. Liébin. - Restauration et réhabilitation des objets, musées et sites](#)

[R. Wissels. - Restauratie en renovatie van het industrieel archeologisch patrimonium](#)

[H. Delrée et R. Leboutte. - Pour un enseignement de l'archéologie industrielle](#)

[J. Defer. - Le tourisme et l'archéologie industrielle](#)

[J. Van Hout. - Kan het toerisme ons industrieel erfgoed redden](#)

## R. Leboutte. - Bibliographie générale d'archéologie industrielle.

Les sociétés suivantes ont collaboré à la réalisation de ce Livre blanc, à l'initiative et sous l'égide de la SRBII .

### \* **Société royale belge des Ingénieurs et des industriels**

dans le cadre des activités de son Comité « L'Ingénieur et l'Histoire »  
(président : Aristide Steinhart) :

- \* l'AIIBr, Association des Ingénieurs industriels et Ingénieurs techniciens de Bruxelles,
- \* le PIWB, Patrimoine industriel Wallonie-Bruxelles,
- \* la VVIA, Vlaamse Vereniging voor Industriële Archeologie,
- \* l'APPS, Association pour la promotion des publications scientifiques.

Les textes ont été rassemblés par le groupe de travail de la SRBII « Patrimoine technique et industriel ancien de la Belgique » ainsi composé :

- \* président : Claude Gaier,
- \* vice-président : Jean C. Baudet,
- \* secrétaire scientifique : René Brion,
- \* membres : Marianne Allard, Hilda Coppejans-Desmedt, Patrice Darteville, Henri Delrée, Jo De Schepper, Hosam Elkhadem, Jacques Federwisch, André Lederer, Adriaan Linters, Catherine Massange, Aristide Steinhart, Jef Van Hout, André Vanrie.
- \* Maquette : Marianne Allard.
- \* Correction des épreuves : René Brion.

De volgende organisaties hebben medegewerkt aan de verwerkenlijking van dit Witboek, onder het initiatief van het Comité « L'Ingénieur et l'Histoire »  
(voorzitter : Aristide Steinhart) van de SRBII

### \* **Société royale belge des Ingénieurs et des Industriels**

- \* de AIIBr, Associatie van de industrieel ingenieurs en technisch ingenieurs van Brussel,
- \* de VVIA, Vlaamse Vereniging voor Industriële Archeologie,
- \* de PIWB, Patrimoine industriel Wallonie-Bruxelles,
- \* de APPS, Association pour la promotion des publications scientifiques.

De teksten werden verzameld door de werkgroep van de SRBII « Patrimoine technique et industriel ancien de la Belgique » als volgt samengesteld .

- \* voorzitter : Claude Gaier,
- \* vice-voorzitter : Jean C. Baudet,
- \* wetenschappelijk sekretaris : René Brion,
- \* leden : Marianne Allard, Hilda Coppejans-Desmedt, Patrice Darteville, Henri Delrée, Jo De Schepper, Hosam Elkhadem, Jacques Federwisch, André Lederer, Adriaan Linters, Catherine Massange, Aristide Steinhart, Jef Van Hout, André Vanrie.
- \* Lay-out : Marianne Allard.
- \* Verbetering van de drukproeven : René Brion.

## **Préface**

En cette année 1985, la Société Royale Belge des Ingénieurs et des Industriels célèbre le centième anniversaire de sa fondation. Depuis cette plate-forme que la magie des chiffres rend

solennelle, la SRBII se devait d'interroger le passé et de scruter l'avenir pour faire le point de sa situation au cœur d'un présent riche en problèmes.

Alors que des groupes de techniciens de disciplines diverses associés aux futurologues tentent de repousser le plus en avant les limites de la prospective, dès 1984, la SRBII installait un comité: « L'Ingénieur et l'Histoire » dans le but de développer des recherches historiques et de fournir par ailleurs un centre d'impulsions à des activités existantes, mais éparses, en histoire des sciences et des techniques en Belgique.

Certains courants de pensée affirment que l'histoire peut apparaître comme le scénario inversé de la stratégie prospective. D'autres au contraire croient que dans la dynamique actuelle du savoir et des technologies, l'analyse du passé ne peut fournir des modèles méthodologiques, voire éthiques, reproductibles. Se réservant pour l'instant tout partage en la matière, le Comité « L'Ingénieur et l'Histoire » a mis sur pied trois groupes de travail:

- Un premier groupe « Histoire des Ingénieurs et des Industriels belges » prépare la rédaction de biographies et monographies significatives, organise des colloques sur l'histoire du rôle de l'ingénieur belge dans le paysage industriel, et publie une vaste étude d'orientation: « Le monde de l'Ingénieur en Belgique ».

- Un deuxième groupe de travail a pour objectif la promotion de « l'Enseignement de l'histoire des sciences et des techniques » dans les différents niveaux de l'enseignement. Sous son égide débute, en cette année académique 1985-1986, sous le patronage conjoint du Fonds National de la Recherche Scientifique et de la SRBII, une première expérience d'enseignement de 3ème cycle intercommunautaire et interuniversitaire s'attachant à la formation de chercheurs en histoire des sciences et des techniques.

- Un troisième groupe de travail « Patrimoine Industriel et Technique ancien de la Belgique » a pour objet l'archéologie industrielle, discipline consistant en une analyse qualitative et critique de la révolution industrielle déclenchée au 18ème siècle en Angleterre et répercutée ensuite sur le continent et notamment en Belgique.

Considérée aujourd'hui comme le troisième événement capital de l'histoire humaine (après la découverte des outils et l'apparition de l'agriculture) la révolution industrielle se poursuit encore de nos jours, d'après certains, chaque fois qu'une innovation rend obsolète les outils de la vieille.

L'archéologie industrielle ou « étude du patrimoine industriel et technique ancien » est une science pluridisciplinaire génératrice de culture technique et industrielle; les débuts en Belgique sont décrits dans ce livre blanc.

Relevons ici qu'en 1975, sous l'égide du Crédit Communal de Belgique et de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, fut organisée une importante exposition: « Rencontre avec la machine », destinée à répandre dans le public les premières notions d'archéologie industrielle. Les documents et objets présentés auraient pu constituer le noyau d'un futur Musée en cette matière.

Aujourd'hui, dix ans après cette exposition, alors que les deux associations communautaires « Patrimoine Industriel Wallonie-Bruxelles » et « Vlaamse Vereniging voor Industriële Archeologie » se présentent comme porte-parole de ces préoccupations, il nous est apparu nécessaire et urgent de faire le point. Le besoin de définir des lignes directrices pour l'avenir

se conjugue avec l'urgence dramatique de quelques activités de sauvegarde. Telle est la justification du libre blanc de la SRBII.

Les contributions au présent ouvrage, reproduites dans la langue de leur auteur, émanent pour la plupart de membres des deux organisations citées, réunis dans le groupe de travail. Elles font d'une part apparaître la situation actuelle de la sauvegarde du Patrimoine Industriel et constituent d'autre part un essai de méthodologie pour les démarches ultérieures. Ces recommandations sont appelées à ouvrir la voie à une future table ronde, voire à des assises nationales devant orienter une politique culturelle d'avenir. Elles permettent la formulation de vœux et de recommandations, témoignage d'un Centenaire à l'aube d'une nouvelle jeunesse.

A. STEINHART

Administrateur

Président du Comité « L'Ingénieur et l'Histoire »

Le 4 décembre 1985

J. FEDERWISCH

Administrateur-Gérant

## **AANBEVELINGEN**

De doelstellingen van dit witboek zijn duidelijk: de aandacht vestigen van de bevoegde overheid en beleidvoerders, en van het grote publiek op een aantal belangrijke aspecten.

Er worden vier groepen van essentiële aanbevelingen voorgesteld.

### **I. - Aanbevelingen naar het grote publiek**

Het dient benadrukt dat de idee « industrieel erfgoed van België » **géén** wazige nostalgie vormt; integendeel, het begrip houdt verband met de voortdurende dynamiek van de industrialisatie.

De aandacht dient vooral gericht te worden op de jongeren en het onderwijs, maar eveneens op ouderen van de derde leeftijd waartoe diegenen behoren die bij de industriële ontwikkeling betrokken waren, en die waardevolle getuigen zijn van de ontwikkelingen.

### **II. - Aanbevelingen naar de onderwijswereld**

Er dient aangedrongen op de samenstelling van interdisciplinaire werkgroepen. Wij verwijzen hierbij naar het optreden van de Raad van Europa, die onlangs onder de titel « Welke politiek voor het Industrieel Erfgoed » de voornaamste te betrekken disciplines opsomde : architecten, historici, ethnologen, aardrijkskundigen, museum-specialisten, archief-deskundigen, stedenbouwkundigen, ingenieurs, technologen,... zonder uiteraard de beleidvoerders uit de privé- en openbare sectoren te vergeten.

In ons hoger onderwijs dient de oprichting van leerstoelen over het « Industrieel Erfgoed » aangemoedigd, en rond deze dient zich de opleiding i.v.m. deze nieuwe discipline te ontwikkelen. Bij ontstentenis hiervan zullen de Belgische onderzoekers gedwongen worden zich in het buitenland te vormen, wil men tenminste tot een kern van specialisten komen in ons land.

Gelijklopend dienen onderworpen over het industrieel erfgoed voorgelegd te worden als themata voor eindwerken, licentie- of doctoraatsverhandelingen.

### **III. - Aanbevelingen m.b.t. wettelijke beschermingsmaatregelen**

Er dient dringend aandacht geschonken aan een verbetering van de wettelijke en administratieve bepalingen die instaan voor de bescherming van het industrieel patrimonium. Dit kan door het operationeel maken en het toepassen van bestaande bepalingen, en door het harmoniseren van de bepalingen die uitgevaardigd worden door de verschillende beleidsniveaus (Staat, Gemeenschappen, Gewesten en Plaatselijke Besturen).

### **IV. - Aanbevelingen m.b.t. dringende reddingsoperaties**

Zo spoedig mogelijk moeten geschikte depots (op nationaal of regionaal vlak) ter beschikking gesteld worden, om bedreigde machines, voorwerpen, documenten of bedrijfsarchieven veilig te stellen in afwachting van later. Deze depots kunnen eventueel een basis vormen voor een latere museumwerking rond nijverheid en techniek, zoals dit reeds in het buitenland gebeurt.

Bedrijfsleiders en leidinggevende ambtenaren dienen aangemoedigd te worden om hun waardevolle historische voorwerpen en documenten ter kennis te brengen, en om deze - wanneer zij zelf niet in staat zijn ze te behouden - toe te vertrouwen aan de hogervermelde depots.

De overheid dient aangespoord om de nodige financiële middelen ter beschikking te stellen voor dringende reddingsoperaties, en om de nodige fiscale voordelen te verlenen voor het behoud van het patrimonium.

## **VÆU**

Le but premier du présent livre blanc est de mobiliser l'attention des autorités compétentes et du grand public sur quelques actions indispensables. Quatre groupes de recommandations se dégagent.

### **I. - Concernant le public**

Il est hautement souhaitable de combattre l'idée que l'intérêt pour le Patrimoine Industriel en Belgique est lié à la nostalgie éphémère d'une identité: il faut démontrer sa liaison au dynamisme de l'industrialisation.

L'action pour le Patrimoine Industriel devrait être menée particulièrement auprès des écoles bien sûr, mais aussi de ce jeune troisième âge qui rassemble de surcroît acteurs et témoins précieux d'un outillage en voie de transformation.

### **II. - Concernant l'enseignement**

Il faut promouvoir la formation d'équipes pluridisciplinaires. Le Conseil de l'Europe, sous le titre « Quelle politique pour le Patrimoine Industriel », a d'ailleurs récemment énuméré les spécialistes requis: architectes, historiens, ethnologues, géographes, muséologues, archivistes, urbanistes, ingénieurs, technologues, sans oublier les décideurs publics et privés.

Il faut encourager la mise en place dans notre enseignement supérieur de chaires de Patrimoine Industriel autour desquelles se définira l'enseignement de cette nouvelle discipline. A défaut, les chercheurs belges seront amenés à suivre les formations dispensées à l'étranger, afin de créer un noyau de spécialistes dans notre pays.

Parallèlement, il faut proposer des sujets de Patrimoine Industriel comme thèmes de travaux de fin d'études ou de thèses de doctorat.

### **III. - Concernant les dispositions légales de protection**

Il faut améliorer l'ensemble des dispositions légales et réglementaires relatives à la protection du Patrimoine Industriel ancien, rendre rapidement opérationnel les textes existant et en particulier harmoniser les textes ressortissant aux diverses autorités compétentes (Etat, communautés, régions et pouvoirs locaux).

### **IV. Concernant les actions urgentes de sauvegarde**

Par mesure conservatoire, il convient de disposer au plus tôt à l'échelon national ou par région de dépôts destinés à la conservation des machines, objets ou documents d'archives industriels dont la sauvegarde est en danger. Ces dépôts peuvent constituer le fond d'un futur Musée de l'Industrie et des Techniques tel qu'il en existe à l'étranger.

Les dirigeants d'entreprises et des services publics doivent être incités à faire connaître leurs ressources muséographiques et documentaires et, à défaut de conservation propre, à les confier auxdits dépôts.

Il faut solliciter les autorités compétentes pour dégager les moyens financiers nécessaires à une action rapide de sauvegarde et pour accorder des incitants fiscaux favorisant la conservation du Patrimoine Industriel.

## **POURQUOI L'ARCHEOLOGIE INDUSTRIELLE?**

### **Claude GAIER**

*Docteur en histoire*

*Président de l'ASBL Patrimoine industriel Wallonie-Bruxelles*

*Directeur du Musée d'Armes de Liège*

*Responsable des relations publiques de la Fabrique Nationale Herstal*

*Président du groupe de travail de la SRBII « Patrimoine industriel et technique ancien de la Belgique »*

### **Samenvatting**

Waarom aan industriële archeologie doen?

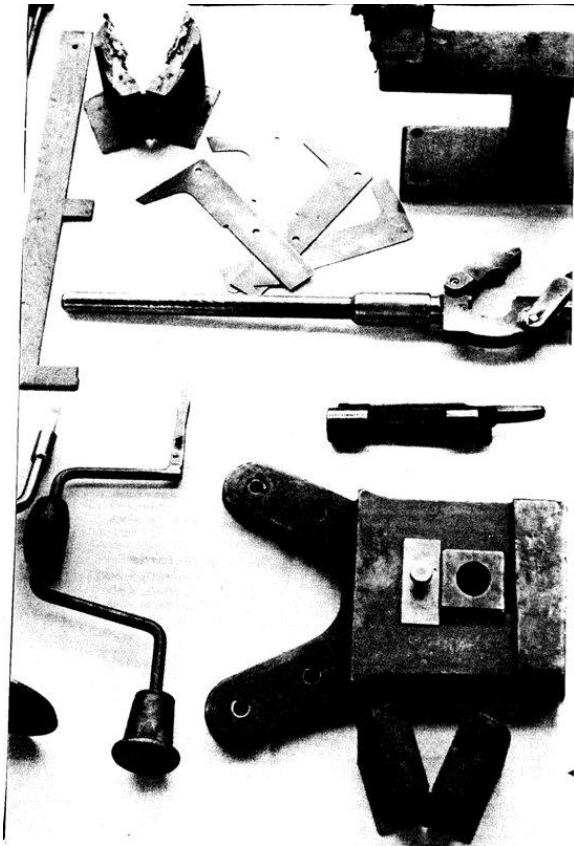
België heeft steeds op wereldvlak een vooraanstaande rol gespeeld - en doet dat trouwens nog - in het industrialiseringsproces.

Technische vooruitgang lokt een verdere vooruitgang uit, maar geraakt vlug voorbijgestreefd. Tijdens de laatste dertig jaar heeft de versnelling van de beweging een nooit gekende interesse doen ontstaan, een soort sympathie met een vleugje nostalgie, voor ons oude industrieel patrimonium, en aldus een nieuwe wetenschap in het leven geroepen, m.n. de industriële

archeologie. Dit impliceert een significante wijziging van onze traditionele esthetica, die er niet meer op neerkijkt om haar aandacht te richten op gebouwen en artefacten die tot nu toe als weezinwekkend werden beschouwd. De technische vooruitgang waarvan zij getuigenis brengen kan evengoed beschouwd worden als een emancipatie dan wel als een uitdaging. Willens nillens vormt de technische vooruitgang de identiteit van de Westerse wereld; hij heeft alle positieve waarden van de creativiteit verwekt, de zin voor initiatief en de ondernemingsgeest. De herinnering bewaren aan het industrieel patrimonium staat gelijk met het verlengen van de traditie, maar ook met het transcenderen ervan. Dat veroorzaakt een aansporing die roepingen kan openbaren en alleszins onze technische geaardheid kan gaaf houden.

Van nature is de industriële archeologie pluridisciplinair. Zij draagt bij tot het wegwerken van kunstmatige barrières tussen de takken van de wetenschap en zelfs tussen mensen die uiteenlopende specialismen beoefenen.

Zij mondt uit op een zeer veelzijdige problematiek, die in feite een werkelijke culturele analyse van onze maatschappij uitmaakt. Het is een terugkeer naar de bronnen van onze cultuur om de drijfveren van onze fundamentele dynamiek beter te begrijpen.



Anciens outils d'armuriers. Collection FN (Herstal).  
Handgereedschap. Collectie FN (Herstal).

L'univers est subjugué, depuis deux siècles et demi, par le phénomène d'industrialisation. Le perfectionnement et la multiplication des moyens mécaniques de production, apparus en Grande-Bretagne au dix-huitième siècle, étendus au monde atlantique au dix-neuvième et à l'ensemble de la planète au vingtième est, à mes yeux, l'un des plus importants sinon le plus important évènement de l'histoire. Il a fondamentalement modifié les conditions de vie d'une bonne partie des habitants du globe, changé leur comportement, leurs idées et leur mentalité. Il n'a pourtant pas fait varier la nature humaine et il n'y a sans doute pas tout à fait lieu de le regretter!

Il se trouve que, dès l'origine, la Belgique joue, dans ce processus, un rôle éminent. Premier relais vers le continent européen des innovations anglaises, elle est restée jusqu'à ce jour le type - même de la nation industrielle et industrieuse présentant, sur un territoire exigu et avec des ressources humaines forcément limitées en nombre, une concentration singulière d'activités productives et exportatrices. Sa prospérité relative, son faciès économique et social sont pétris de cette réalité.

Mais le progrès technique appelle le progrès. Ses manifestations sont donc périssables et précaires. L'archéologie industrielle est née il y a une trentaine d'années de cette constatation et aussi d'une sorte de remords: celui de ne pas avoir su rendre justice, en temps voulu, à tant de témoignages dont on n'avait perçu jusque là que la banalité et auxquels, à la rigueur, on ne reconnaissait pour caractéristique que la laideur.

Or, il ya eu, à partir des années soixante surtout, un certain revirement d'attitude à cet égard. Le nouveau bond technologique de cette période dorée, le mythe de la croissance continue, ont attiré, sur les acquis du passé récent - menacés à leur tour de disparition - un autre regard, une nostalgie bienveillante, bref une *sympathie* et c'est bien là sans doute le mot-clé sur lequel s'est bâti, comme c'est souvent le cas, l'échafaudage rationnel d'une nouvelle discipline: l'archéologie industrielle. Un des « pères-fondateurs » du mouvement, R. Angus Buchanan, ne s'exprimait pas autrement lorsqu'il posait en préalable, pour apprécier le patrimoine industriel ancien, un sens aigu de l'environnement et un penchant favorable aux activités de l'industrie.

D'emblée, je tiens à clarifier ici ma pensée, afin de dissiper toute équivoque. Je n'ignore rien des critiques qui s'adressent, depuis ses origines, à la société industrielle et à son lointain rejeton, la société de consommation. Je ne les partage pas quand elles se refusent à tout bilan objectif ou qu'elles se réfèrent à des modèles dépassés. Je m'y associe lorsqu'elles dénoncent les excès et, parfois, les aberrations de systèmes qui n'ont pas toujours placé le bonheur du plus grand nombre au centre de leur finalité. Mais je me refuse à rejeter en bloc, comme d'aucuns l'on fait, la notion de progrès technique et même de travail, en tant qu'instruments d'aliénation et d'asservissement. Ce ne sont que des instruments: il appartient donc aux hommes d'en faire autre chose, notamment en s'inspirant des expériences du passé, acquises parfois, je le sais, au prix du sang et des larmes. Le progrès technique, c'est à la fois l'émancipation mais aussi le défi.

Ces quelques considérations concourent à rappeler, s'il en est besoin, que l'identité industrielle d'un pays est un acquis précieux, qu'il faut défendre et reconquérir sans cesse parce que rien n'est jamais donné, surtout dans un monde où la compétition des cerveaux et des moyens est plus ardente que jamais. Notre civilisation technique est un fait. Il faut la cultiver avec enthousiasme et vigilance, car elle peut se perdre aussi. L'archéologie industrielle est un moyen d'en préserver la mémoire, tout en formant le public aux valeurs positives de la créativité, de l'initiative et de l'esprit entrepreneurial. Le spectacle et la connaissance des réalisations matérielles engendrées par la révolution industrielle sont de nature à stimuler les



imaginations et à éveiller la curiosité de tous ceux, les jeunes surtout, en quête d'un centre d'intérêt voire d'une vocation. Loin d'être une contemplation stérile et ronronnante d'un passé révolu, cette science nouvelle constitue donc un appel à la réflexion permanente sur le phénomène industriel et sur ses implications dans tous les domaines.

Car l'archéologie industrielle, on l'a souvent souligné, représente une des activités les plus multidisciplinaires qui soient. Son objet, à vrai dire, s'est considérablement élargi en une génération. Sans renier le fait que, pour l'essentiel, elle s'attache à la conservation et à la mise en valeur de vestiges industriels, si possible *in situ*, elle est devenue une sorte de concept-miroir où se reflètent les interrogations, les préoccupations, voire les phantasmes de notre temps ( la part de rêve, ou d'illusions...). La diversité des articles rédigés par des spécialistes belges, qui suivent ce propos liminaire, dira à suffisance la variété des disciplines auxquelles il importe de recourir en la matière : archivistique, histoire et archéologie, sciences et techniques, géographie, architecture et urbanisme, sociologie... Cette approche globale vise non seulement à comprendre le phénomène d'industrialisation dans toutes ses implications mais encore à en intégrer les manifestations ou les séquelles (quand il s'agit de sites désaffectés) dans l'écosystème.

Elle implique, je l'évoquais plus haut, un changement de mentalité à l'égard des artefacts utilitaires, longtemps rejetés par la sensibilité esthétique traditionnelle. Non qu'il faille tomber dans le « panarchéologisme » - compulsion maniaque à tout conserver - ou dans le misérabilisme, fruit d'un snobisme pervers. Mais on reconnaît aujourd'hui, plus facilement que par le passé, qu'il y a quelque grandeur dans le gigantisme usinier des anciennes filatures, du défi et de l'audace dans les structures métalliques des chevalements de mines, de la puissance à l'état brut dans une ancienne poche de coulée, du génie un rien diabolique dans l'agencement tarabiscoté d'une machine d'antan. De là à supplanter le regard fasciné du « Scribe accroupi », les larmes cristallines d'une madone de Memlinc ou bien les éclaboussures de soleil sur une toile de Van Gogh, certains penseront qu'il y a de la marge. Mais personne ne pourra nier l'intérêt et même la charge émotionnelle de ces lieux, de ces appareils créés par des hommes qui les ont, en quelque sorte, sacratisés de leur génie, de leurs joies et de leurs peines.

L'archéologie industrielle est, par essence, démocratique, puisqu'elle réhabilite des valeurs à la portée de tous et que le commun des mortels a contribué à instaurer. Mais elle ne l'est pas seulement au plan du concept. Du point de vue épistémologique aussi, elle supprime les barrières entre amateurs et professionnels, entre scientifiques et non scientifiques, dans la mesure où elle fait appel à des talents divers (l'enquête, la restauration, la gestion) grâce auxquels les spécialistes ne sont ni les seuls à agir ni les seuls à apprécier les résultats.

Il n'en reste pas moins que cette discipline exige une méthode et comporte une problématique spécifique, qui ne peuvent être traitées sans rigueur. La présente brochure fait le point sur la façon dont on s'applique actuellement, en Belgique, à aborder les divers aspects de l'archéologie industrielle. Il s'en dégagera, je l'espère, une méthodologie particulière dont le présent opuscule pourrait être l'ébauche d'un manuel.

Quant à la problématique, il convient de l'esquisser ici à grands traits. Elle est essentielle, comme dans tout domaine du savoir, où il importe par dessus tout de poser des questions éclairantes, la solution venant, souvent, par surcroît. Les réponses ont d'ailleurs une portée actuelle indéniable car, en définitive, étudier les phénomènes technologiques et industriels dans leur durée, c'est rechercher les conditions du changement et de l'innovation, leur origine, leurs effets, les facteurs qui s'y opposent et ceux qui les favorisent. On peut citer ici, à titre d'exemples, quelques réflexions susceptibles d'approfondir cette notion. Il y a, d'entrée de jeu,

celles qui portent sur la technologie. Celle-ci est-elle continue dans son évolution ou bien présente-t-elle des césures? Quelles sont les conditions du « décollage » et de l'avance technologiques ou, à l'inverse, celles du retard en ce domaine? Quels en sont les effets induits, les « retombées » ? Comment peut-on favoriser la créativité? Et dans quelle mesure la formation, la structure législative, la conjoncture économique l'influencent-elles?

Une des conclusions de cette interrogation des faits anciens est l'interconnexion des techniques. Elles forment des systèmes technologiques, avec une part d'impondérables cependant, qui ne se réduisent pas à des modèles quantifiables parce qu'ils dépendent surtout de facteurs humains.

L'étude de l'industrialisation débouche évidemment aussi sur des questions d'ordre économique-social. Comment, par exemple, l'acquisition des matières premières modifie-t-elle les procédés de transformation? Ou bien, de quelle manière les structures sociales se mettent-elles en place et quelle relation y a-t-il entre elles et l'organisation de la production? La vision du tissu économique débouche à son tour sur la notion d'occupation de l'espace et, de façon plus générale, l'environnement. Comment se déroule l'industrialisation et, à l'inverse, la désindustrialisation, avec ses corollaires: l'obsolescence de la technique et de l'habitat, la taudification, les « friches » industrielles? Quels sont les effets de la « banlieurdisation », de la « tertiarisation »? En prenant en compte ces divers éléments, on peut envisager avec moins d'approximation l'aménagement du territoire et la planification.

En définitive, l'archéologie industrielle au sens large débouche sur une véritable *analyse culturelle*, tant l'industrie a modelé notre genre de vie.

Le niveau général et élevé auquel la sphère de réflexion de cette discipline peut prétendre ne doit cependant pas occulter ni, à la limite, supplanter les tâches fondamentales que l'on attend d'elle: recenser, décrire, conserver et mettre en valeur les vestiges de plus de deux siècles de civilisation matérielle. Cette mission, elle doit l'assumer avec enthousiasme, certes, mais avec rigueur, avec probité et avec discernement. Car c'est bien d'une démarche scientifique qu'il s'agit, même si elle répond à des aspirations viscérales de notre temps: le besoin d'identité, la quête de racines, la recherche de valeurs de référence, le besoin de se perpétuer dans une tradition, mais aussi celui de transcender les acquis du passé.

On ne s'étonnera donc pas si le message de cette publication est d'abord un appel au travail bien fait dans un cadre précis. Si nous négligeons ce précepte, les générations futures auront le droit de nous le reprocher. Il s'adresse au premier chef, aux archéologues, aux historiens, et aux techniciens, ainsi qu'à tous ceux qui peuvent être appelés à unir leurs efforts dans cette foulée. Mais le trait va plus loin, car il interpelle tout autant les responsables des secteurs public et privé qui n'ont pas toujours eu la conscience aiguë du patrimoine technologique à préserver. Il n'y a pas de futur sans passé. La technologie n'échappe pas non plus à cette règle d'or.



*Saint-Nicolas : ancienne filature J. Vander Aa. En-tête de lettre.  
Sint-Niklaas: voormalige spinnerij J. Vander Aa. Briefhoofd.*

## **INDUSTRIELE ARCHEOLOGIE, INDUSTRIEEL ERFGOED**

### **Proeve tot beknopte terreinafbakening en begripsomschrijving**

**Adriaan LINTERS**

*Beheerder Vlaamse Vereniging voor Industriële Archeologie  
Secretaris-generaal van The International Committee  
for the Conservation of the Industrial Heritage*

### **Résumé**

L'archéologie industrielle est une discipline intégrée qui couvre l'étude, la conservation, la présentation ou la valorisation de l'héritage industriel. Ce patrimoine industriel doit être considéré comme l'héritage de la société industrielle, telle qu'elle s'est développée depuis la Révolution Industrielle.

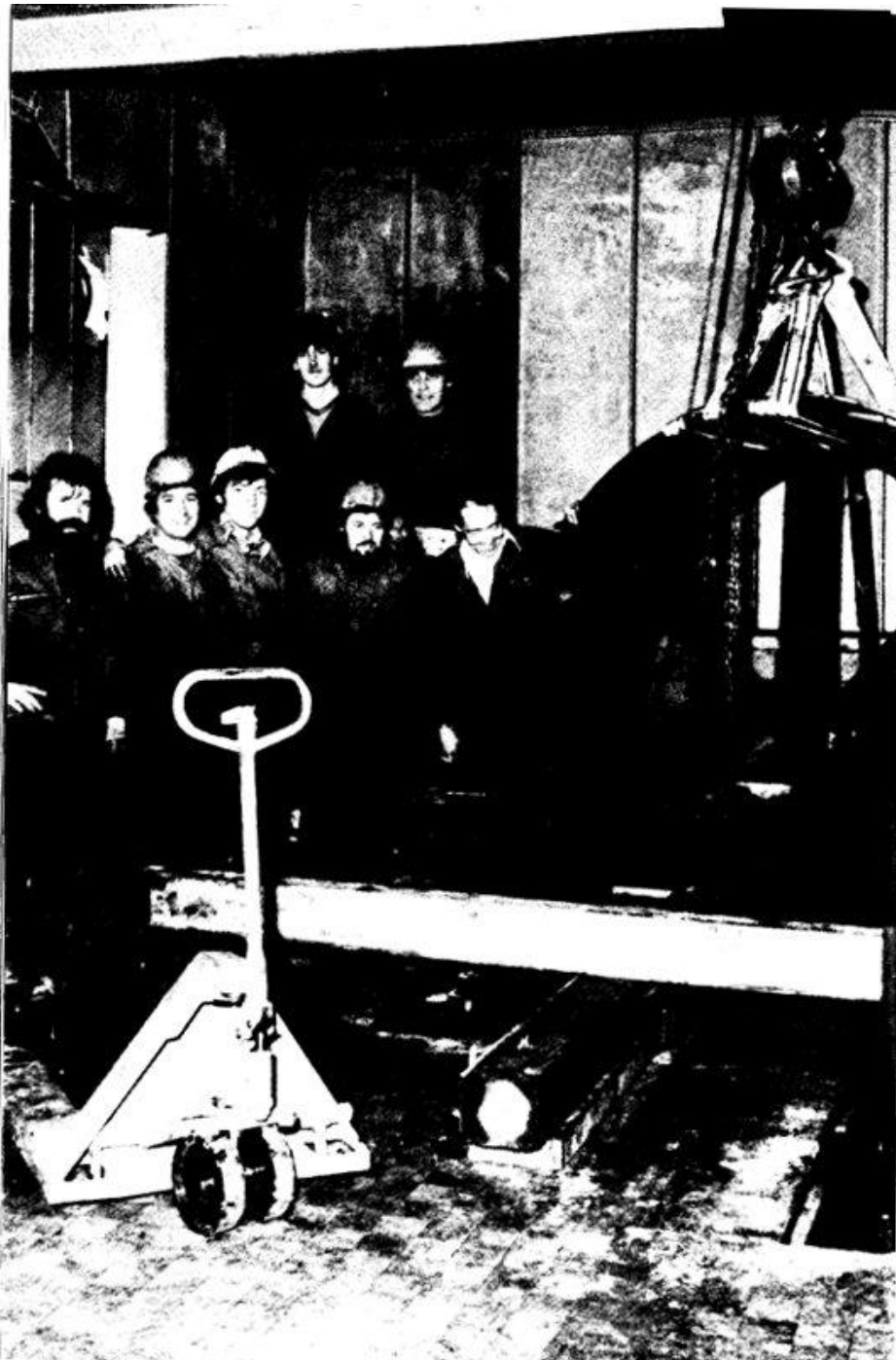
Le patrimoine industriel comprend tous les témoins meubles et immeubles (bâtiments, sites, objets, machines, installations, tous les documents, l'iconographie...), mais également l'héritage dit « immatériel », tels le savoir-faire technologique et certaines traditions. Il est important de recueillir les informations depuis un éventail de sources aussi large que possible.

L'archéologie industrielle est essentiellement une archéologie actuelle, en particulier parce qu'elle étudie la culture d'une société spécifique, mais aussi parce qu'elle cherche à intégrer l'acquis de cette étude dans notre modèle culturel actuel. Le patrimoine industriel est en effet le bien le plus collectif de *notre* société, un héritage qui nous touche encore journallement et qui influe sur notre comportement. C'est peut-être là qu'il faut chercher la raison de l'engouement pour l'archéologie industrielle, mais c'est également une explication du fait que le thème ne peut - ou alors très difficilement - connaître une approche non engagée.

Il faut faire de toute urgence un *inventaire* approfondi du patrimoine industriel sous toutes ses facettes. De même, il faut investir raisonnablement et à court terme dans la *recherche*

*scientifique* concernant l'infrastructure matérielle de la société industrielle. Les résultats de l'inventorisation et de la recherche pourront ensuite constituer la base d'une politique de *conservation, de présentation* et de *valorisation* de ce patrimoine.

Comme deuxième pays industrialisé du monde, la Belgique est un des derniers à accepter les témoins de l'industrie, des techniques et de la science du passé comme objets d'étude et de conservation. Comparé à l'étranger, notre pays a pris un sérieux retard et, vu les développements actuels, rien n'annonce le rattrapage de notre retard. C'est pourquoi il faut s'interroger sérieusement sur la politique culturelle et scientifique, ainsi que sur les possibilités matérielles et financières, sur le personnel disponible à la veille de la Troisième Révolution Industrielle. Il est évident qu'il faut comprendre les deux premières révolutions industrielles si l'on veut dominer la troisième.



## 1. Industriële ontwikkeling - industrieel erfgoed

De industriële en technologische ontwikkeling, die zich vanaf net begin der 18de eeuw inzette - eerst in Engeland, later ook in andere landen en continenten - zou de maatschappij en het concrete leefmilieu sneller en grondiger veranderen, dan eender welke gebeurtenis of evolutie voordien. De structuur zelf van de maatschappij werd gewijzigd, zowel kwantitatief als kwalitatief.

Het valt op dat thans in de geschiedenislessen, in het museum- en cultuurbestel, een overgrote aandacht geschonken wordt aan alle factoren en facetten die weinig of niets te maken hebben met de gegevens die ons « zijn » bepalen. Namen van bekende politici en kunstenaars worden naar voor geschoven, maar de namen van diegenen die onze hedendaagse techno-industriële samenleving hielpen tot stand brengen, blijven globaal onbekend.

In het lustrumnummer van het Amerikaanse tijdschrift SCIENCE, november 1984 gewijd aan « *Century of Science. 20 Discoveries that changed our lives* » werd als eerste naam die van de Gentenaar Leo Baekeland vernoemd... Naar aanleiding hiervan deden wij een kleine enquête in de hoogste klassen van een middelbare school, waarbij een tweehonderd leerlingen de vraag gesteld werd of zij de naam van deze beroemde man kenden. De resultaten waren ronduit desastreus. In het gunstigste geval werd een verband gelegd met de beruchte « Bende van Baekelandt », maar dat er een relatie bestond tussen de vermelde naam en het bakeliet werd niet vermoed (het aantal juiste antwoorden kon men ruimschoots op de vingers van één hand tellen).

Wij weten vaak minder over het tot stand komen van de manier waarop wij nu leven, wonen, werken, dan over het leven van de oude Egyptenaren ! Is dit een aansporing tot reflectie over de aard en de impact van technologische veranderingen? Zullen wij ooit evenveel respect (sic) opbrengen voor de inzet van wetenschapslui, technici, nijveraars en arbeiders van de Derde Industriële Revolutie, als wij nu respect opbrengen (sic) voor degenen die de grondslagen legden voor de Eerste en de Tweede industriële Revolutie, en voor hun realisaties.

Is dit een aansporing tot het verder bouwen op de wortels van het verleden? Heeft het heden wortels in het verleden? Heeft de toekomst wortels in heden en verleden ???

De industriële ontwikkeling liet tal van sporen na : gebouwen, machines, voorwerpen; oude documenten, foto's, tekeningen, films; levensgewoonten, tradities, sociaal-culturele organisatievormen, tal van herinneringen, goede één slechte.

Deze relictten vormen samen het *industrieel erfgoed*.

Zij informeren ons over de voorbije industriële ontwikkelingsgang, en materialiseren deze voor de hedendaagse maatschappij.

Maar, vele overblijfselen zijn reeds verloren gegaan, of lopen het gevaar te verdwijnen. Met de regelmaat van een klok worden oude fabrieken en arbeiderswijken gesloopt, machines komen op een schroothoop terecht, en documenten worden verbrand of tot papierpulp verwerkt.

Herinneringen en tradities sterven uit.

Studie en behoud van bepaalde overblijfselen, en het zinvol inschakelen ervan in het hedendaagse leven, moeten ervoor zorgen dat de wortels (de « roots ») van onze hedendaagse (post?) industriële maatschappij niet verloren raken. Het erfgoed dat onze rechtstreekse voorouders door hun arbeid gerealiseerd hebben, kan niet anders dan een waarde hebben voor hun erfgenamen. Studie ervan kan ons een inzicht geven in de verhoudingen tussen de materiële leefomgeving en het gedrag van mensen. Het geeft ons een inzicht in de aard en de groei van onze maatschappij.

Wij moeten leren deze « materiële bladzijden » te lezen en te interpreteren, net zoals we een historisch boek of « *De Mijn* » van Zola lezen en begrijpen.

Dit *INZICHT* is belangrijk.

Men benadert het industrieel erfgoed niet omdat men slechts een stel mooie fotoboekjes wil samenstellen over brouwerijen, stations, schachttorens, silo's, arbeiderswoningen, oude winkels en winkelgalerijen, watertorens, gastanks, en noem maar op...

Men doet niet aan « industriële archeologie » vanuit een romantisch heimwee naar de bloeitijd van het industrieel kapitalisme. Het is *géén retromode, géén nostalgie*.

Het is niet de bedoeling te vervallen in zoete stedenbouwkundige en/of esthetiserende mijmeringen over de visuele attractiviteit van een fabrieksschouw, die vroeger de omgeving verpestte met een stinkzwarte walm.

Het is niet de bedoeling onkritisch lovend te spreken over « kleinschaligheid » en « harmonische bouwverhoudingen » van vroegere arbeiderswoningen en beluiken, die getuigen van tijden van uitbuiting, waar hygiëne en woonkwaliteiten vaak ondergeschikt waren aan rauwe winstprincipes.

## **2. Industriële archeologie**

De term « industrial archaeology » werd, in zijn huidige populariteit, in de jaren 1950 in Engeland gelanceerd. De meeste vroegere auteurs gingen uit van de betekenis die in de Angelsaksische wereld gegeven wordt aan « archeologie », nl. een methodologische betekenis : de studie van een materiële cultuur van een voorbije periode, of die nu ver van ons ligt, of niet.

De term en de discipline kregen al zeer snel ruime bekendheid en verspreiding in Groot-Brittannië ( niet in het minst door de belangstelling die de BBC-televisie er aan wijdde).

Al dra waaide « industrial archaeology »- vertaald en onvertaald - over naar de meeste West- en Oost-Europese landen, Skandinavië, de USA, Japan, enz... In al deze landen entte de nieuwe discipline zich op wortels die voordien reeds in ontwikkeling waren : de *Technikgeschichte en de Industrielle Volkskunde* in de Duitstalige landen, de studie van de *Proletariatskultur* in de DDR, de traditie van openluchtmusea in Skandinavië... In andere landen leverden de molenzorg, de sociale geschiedenis en bedrijfs geschiedenis, monumentenzorg, geschiedenis van de wetenschappen,... en tal van andere bezigheden een voedingsbodem.

### 3. Definities

Tot minder dan een decennium geleden heerste er aldus een grote spraakverwarring over wààr de « industriële archeologie » precies begon en eindigde in inhoud, chronologie, aanpak. Academici en tal van z.g. « specialisten » (waarvan velen dan nog nooit een stoommachine van dichtbij gezien hadden) konden - en kunnen zich ten dele nog steeds - verlustigen in filosofische discussies en methodenstrijd over theorieën en definities.

Intussen verschenen een aantal basiswerken, zoals Neil Cossons' *BP-Book of Industrial Archaeology*, werden op enkele internationale congressen de standpunten bijgeschaafd, en werd in 1978 ter gelegenheid van de oprichting van *The International Committee for the Conservation of the Industrial Heritage* (TICCIH) een algemeen aanvaarde (« grootste gemene deler ») preambule geredigeerd.

Opmerkelijk is dat in heel deze evolutie de term « industriële archeologie » naar het achterplan verdrongen werd, ten voordele van de term « *industrieel erfgoed* » of de uitdrukking « *erfgoed der industriële maatschappij* » - waarbij de eerste eerder een gemakkelijker in de mond liggende versie van de tweede is.

Thans kan men stellen dat de studie, en het behoud van het industrieel erfgoed (= « industriële archeologie ») betrekking heeft op een consistent werk-terrein:

- dat de *materiële infrastructuur der industriële periode* in zijn zeer brede realisaties en in zijn maatschappelijke context omvat;

- en dat :

- een *totaliteit vertoont qua onderwerp* : de totale vroegere industriële maatschappij (gebouwen, machines, transport, distributie...), m.a.w. de relictten zowel van de secundaire, de tertiaire, maar ook van de zich industrialiserende primaire economische sector ;

- een *totaliteit vertoont qua bronnen en heuristiek* : materiële relictten (roerende en onroerende), historische bronnen (documenten, tekeningen, plans, foto's,...) en mondelinge overleveringen (die nu nog te registreren zijn) kunnen en mogen niet los van elkaar gezien worden, in het licht dat zij werpen op de materiële cultuur ;

- een *totaliteit vertoont qua methoden* : de industriële archeologie dient zowel een « historische » methode (uitgaande van de geschreven of iconografische bronnen) en een « archeologische » methode (uitgaande van veldinventarisatie en registratie) te combineren, in nauwe interdisciplinaire samenwerking (historici, kunsthistorici, archeologen, architecten, ingenieurs, geografen, sociologen, economen, arbeidsgeneesheren, enz...) ;

- een *totaliteit vertoont qua aanpak* : studie, conservatie en presentatie/valorisatie dienen samen te gaan. Het éne is een consequentie van het andere.

### 4. Een sociaal-cultureel erfgoed

Het industrieel erfgoed slaagt er sedert enkele jaren duidelijk in brede lagen van de bevolking te sensibiliseren en tot participatie aan te zetten. De verschillende honderden « industrieel-archeologische » verenigingen en clubs in Groot-Brittannië, en de opvallende toename van het ledenbestand van de Vlaamse Vereniging voor Industriële Archeologie (die in 1984 de kaap van de 500 leden overschreed), illustreren slechts deze tendens.

Het valt ons op in welke mate de uitbouw van de discipline thans, in zowat alle landen, berust op het werk van talloze vrijwilligers, van « amateurs ». Engeland is daarvan het prototype.

Maar, in dat land werd, vanaf het begin, een sterke samenwerking en een open houding geconstateerd van/naar researchinstituten, universiteiten en openbare instellingen (die we in ons land nog al te vaak missen): vrijwilligers worden bij ons nog al te vaak opgevangen als een middel om personeelsgebrek en budgettaire besnoeiingen van een instelling te verlichten.

Vanuit de inhoud van de discipline dient gewezen op de inherente sociaal-culturele waarde, als algemeen-culturele archeologie van de industriële periode, waarbij de materiële relictën niet los kunnen gezien worden van het huidige en voorbije sociaal-economisch kader : slechts op die wijze kan *zin* gegeven worden aan de objecten. Op deze zingeving kan een brede sociale basis van belangstellenden zich enten, kan de discipline haar eigenheid vinden.

Het industrieel erfgoed is immers het meest gemeenschappelijk erfgoed van *onze* maatschappij, een erfgoed dat ons dagelijks nog raakt en in ons gedrag beïnvloedt, en dat gecreëerd werd door *onze* ouders en grootouders.

Dit laatste is misschien een reden van het succes.

Maar het is ook een verklaring voor het feit dat het thema niet of moeilijk waarde-vrij kan benaderd worden.

## 5. Terreinafbakening

Industriële archeologie houdt zich bezig met de *industriële periode*, d.w.z. de periode waarin industriële processen domineren. Een « industrieel proces » kan omschreven worden met een eenvoudige formule :

- iemand
- produceert
- ergens
- iets
- voor iemand anders.

### 5.1. Ergens

Elk industrieel proces speelt zich in een bepaalde *ruimte* af. De industriële archeologie zal o.m. belangstelling tonen voor de vestigingsplaats en de vestigingsfactoren, voor alle bouwkundige en architecturale aspecten, voor de functionele organisatie van de ruimten waarbinnen de productie, of één of ander facet van het economisch proces zich afspeelt.

### 5.2. Produceren

De productie speelt zich af met *machines* en *werktuigen*, waarvoor één of andere vorm van *aandrijving* vereist is. Welke zijn deze? Hoe worden zij op mekaar en op ruimtelijke elementen afgesteld?...

### 5.3. Iemand

Fundamenteel in het industrieel proces is de *mens*, die ofwel door zijn arbeid, of door inbreng van kapitaal het proces mogelijk maakt. De woon- en de werkomstandigheden, zowel van arbeiders, maar ook van andere groepen binnen de maatschappij, zijn fundamenteel voor een begrip van de industriële maatschappij.



#### 5.4. *Iets*

Om met machines een bepaald *product* te maken heeft men *grondstoffen* nodig. Welke producten en welke grondstoffen worden gebruikt? Hoe verloopt de verticale integratie binnen het bedrijf of tussen bedrijven? Welk is de kwaliteit en de kwantiteit van de moderne *massa-productie*?

#### 5.5. *Voor iemand*

De geproduceerde goederen moeten *vervoerd* worden naar de *verkoopspunten*, net zoals de grondstoffen moeten vervoerd worden naar de productiekernen. *Transport* wordt één van de belangrijkste aders, maar ook knelpunten, binnen het industrieel proces. Hoe worden de goederen aan de man gebracht? Welke zijn de *verkoopstechnieken* en de *verkoopkanalen*? Welk is de rol van de *communicatiestructuur* binnen dit economisch gebeuren, en van het financieel wezen?...

#### 5.6. *Toe te passen op alle sectoren!*

Dit schema kan op elke nijverheidstak afzonderlijk, op elk economisch proces binnen de industriële maatschappij toegepast, *óók op de landbouwsector*. De industriële archeologie houdt zich immers bezig met de globale industriële maatschappij. Hoe deze moet/kan gevoed worden met een procentueel steeds afnemend boerenbestand, is een cruciale vraag! De mechanisatie, de nieuwe vormen van hoeve-uitbatingen, kunstmeststoffen, tot en met het opduiken van prikkeldraad rond de landerijen, vormen fundamentele onderwerpen.

### **6. Chronologische afbakening**

Het is duidelijk dat, vanuit hogervermelde standpunten, zich een afbakening beperkt tot de industriële maatschappij opdringt.

Het begin van de industriële periode - met de z.g. « Industriële Revolutie » - gebeurde niet overal op hetzelfde ogenblik, en niet overal op dezelfde wijze. Alhoewel men de Industriële Revolutie symbolisch in 1709 laat beginnen (met de eerste cokes-hoogoven van Abraham Darby I), kan men voor de meeste fenomenen *géén scherpe chronologische terminus post quem* aangeven. Daarenboven, om bepaalde feiten en evoluties te kunnen begrijpen en op hun waarde te kunnen toetsen, dient men een aantal rechtstreekse antecedenten te kennen: zo kan men bv. niet begrijpen wat het revolutionaire in de Darby-methode was, wanneer men niet weet hoe een hoogoven voordien gestookt werd. Het heeft echter géén zin om de ijzernijverheid bij Grieken en Romeinen te bestuderen, om een verklaring te vinden voor het gebeuren in 1709...

Als *einddatum* werd oorspronkelijk het midden van de 19de eeuw genomen, omdat dan de cruciale periode van de industriële revolutie voorbij leek. Dit eerste standpunt is men echter steeds meer gaan relativiseren, naarmate nieuwe onderzoekingen steeds meer relaties blootlegden, en de nadruk steeds meer kwam te liggen op de ontwikkelingsdynamiek van de industriële maatschappij. Op dit ogenblik is de industriële periode nog steeds niet voorbij, en is de periode die de industriële archeologie bestrijkt in principe nog steeds niet afgesloten. De olieraffinaderij van vandaag kan morgen reeds op het programma ingeschreven worden, en mogelijk vormt men nog ooit een kerncentrale tot museum om...

## 7. Methode en heuristiek

Wanneer men de materiële structuur van de voorbije industriële maatschappij en de weerslag van deze op de mensen bestudeert, dan is het duidelijk dat men daarbij zijn informatie dient te baseren op een zo ruim mogelijk scala van « bronnen ».

Op de eerste plaats zijn er uiteraard de *materiële overblijfselen*, de tastbare getuigen die zich nog steeds in onze omgeving bevinden - maar, hoe lang nog ???

### 7.1. Inventarisatie

De materiële overblijfselen moeten op de eerste plaats, en dringend *geïventariseerd* worden: wij moeten weten wat er nog bestaat, en wààr het nog bestaat. Belangrijk is echter dat de gegevens van deze inventarisatie niet opgesloten blijven in de steekkaartenbakken van enkele instellingen of organisaties, maar dat zij ook ontsloten worden en ter beschikking gesteld van onderzoekers en geïnteresseerden. Dit veronderstelt echter op de eerste plaats de uitbouw van een degelijk infrastructuur, en een beleid dat zulks mogelijk maakt.

### 7.2. Registratie

Het is belangrijk om van een geselecteerd aantal sites een maximaal aantal exacte gegevens te verzamelen. Afhankelijk van de beschikbare mankracht en de financiële middelen (die thans overal ontbreken) heeft deze registratie o.m. betrekking op: het fotograferen van de site en van details; opmetingen van het geheel en van details; eventueel het gebruik maken van fotogrammetrie, opgravingstechnieken, en natuurwetenschappelijke onderzoeksmethoden; het nemen van monsters voor later (materiaal) onderzoek; enz...

Gelijktijdig dient men « ten velde » alle beschikbare mondelinge informatie te registreren, afkomstig van oude werknemers, eigenaars, omwonenden. Hierbij dient bijzondere aandacht te gaan naar het registreren van technieken, know-how, vaardigheden.

De slooping van een pand, of de vernieling van een object is in principe géén drama. Wanneer het pand of het object echter niet geregistreerd werd met alle mogelijke middelen en methoden, verliest men echter de voornaamste wetenschappelijke informatie : dàt is wél een drama !

### 7.3. Onderzoek

Het valt op dat het algemeen onderzoek naar de achtergronden van de industriële maatschappij in België nog in zijn kinderschoenen staat. Daarenboven is een grondige studie nodig over de geschiedenis en de rol van elke site, om de bevindingen van inventarisatie en registratie op hun waarde te kunnen schatten.

Naast het onderzoek van de exacte gegevens die uit de registratie voortspruiten, dient hier eveneens een vraagstelling naar diverse types van historische bronnen ontwikkeld, w.o. gedrukte bronnen (zoals rapporten, en periodieken, bv. de « Annales des Travaux Publics » en het « Bulletin du Musée de l'Industrie »), niet-uitgegeven bronnen (w.o. bouwaanvragen, kadasterregisters en het fonds « de commodo et incommodo »), iconografische bronnen (w.o. de reeks « La Belgique Industrielle »), en mondelinge geschiedenis.

Op basis van deze rijkdom aan informatiematerialen, zou men een methode kunnen opzetten, waarbij men eerst aan de hand van een grondig onderzoek nagaat wat er in een bepaalde omgeving aan ontwikkelingen en sites aanwezig geweest is (en deze in hun juiste context evalueert), en dan naderhand aan de hand van veldwerk gaat registreren wat daarvan nog overblijft.

Maar, omdat in vele gevallen de tijd dringt (in principe zijn alle relictten op één of andere wijze bedreigd), dient men vaak de methode om te draaien tot een soort « *rescue archaeology* ».

## **8. Studie, behoud en valorisatie !**

*Studie* is nodig om te weten waarover men spreekt.

Maar, omdat men geconfronteerd wordt met relictten die in vele gevallen een sterke maatschappelijke, historische, artistieke of andere relevantie bezitten, dient *behoud* voor deze zeker niet uitgesloten. Zoals in andere bijdragen aangetoond, hangt behoud af van de bestaande *wetgeving*, en van *financiële, personele en materiële mogelijkheden*. Tussen wetgevende theorie en dagelijkse praktijk ligt vaak echter een brede kloof.

Behoud wordt echter niet als « L'Art pour l'Art » voorgestaan. Aan datgene wat men veiligstelt moet een *functie* gegeven worden : men moet het *presenteren* en *valoriseren* ten voordele van de hedendaagse maatschappij en van de toekomst. De aard en de wijze van behoud en presentatie, zijn afhankelijk van het belang en van de aard van de site of van het object : gaande van een museologische of « monumenten » -benadering, tot en met een erg creatief hergebruik met een gewijzigde functie. In het laatste geval dient de ontwerper zich echter bewust te zijn van de gevolgen (de z.g.« aliënerende distorsies ») die door de omvorming tot stand gebracht worden.

## **9. Industriële archeologie in België : een te late start !**

Het is logisch dat Engeland, het eerste geïndustrialiseerde land ter wereld, aan de basis lag voor de studie en het behoud van het industrieel erfgoed.

Maar, na die evidente constatering dienen we ootmoedig te bekennen dat België, het land dat eens Groot-Brittannië op de voet volgde, één der laatste was om de relictten van nijverheid, techniek en wetenschap als « belangrijk » te accepteren : hetgeen verloren is kan niet meer gevaloriseerd worden, waardoor de ontwikkelingskansen dus parallel met elke sloop afnemen.

Op dit ogenblik is België één der laatste landen ter wereld zonder bv. museumpolitiek op dit vlak, en steekt het zelfs schril af tegen veel landen van de Derde Wereld.

Deze achterstand zal o.i. moeilijk ingelopen worden, tenzij zich op korte termijn een grondige mentaliteits- en beleidswijziging zou voordoen. Inderdaad, intussen doet zich een andere vertragende factor voor. De huidige economische toestand zorgt er niet alleen voor dat een verouderd industrieel apparaat snel wordt afgeschreven, terwijl uit reeksen faillissementen steeds meer historisch materiaal vrijkomt, op een ogenblik dat gelden voor onderzoek, opvang van documenten en objecten, en om de conservatie van sites en gebouwen te verzekeren, niet meer aanwezig zijn. De economische recessie treft de culturele sector in België uitzonderlijk hard, en binnen de culturele sector krijgen de niet-traditionele bedrijvigheden (m.a.w. de nieuwe initiatieven) méér klappen dan de andere.

In andere landen werd een niet onaanzienlijke voorsprong genomen dank zij extensieve investeringen tijdens de « golden sixties ». De infrastructuur is er grotendeels uitgebouwd, en de sneeuwbal is er aan het rollen. In België kan een haperende take-off niet eens de nodige aanloop nemen, laat staan de achterstand bijbenen.

## **10. Naar een beleidsmatige aanpak**

België neemt een unieke plaats in op het vlak van de ontwikkeling van nijverheid, techniek en wetenschap. Toch kan men niet zeggen dat er vanuit het beleid, het onderzoek, en vanuit de verschillende aspecten van de cultuurconservering veel belangstelling bestaat voor dit verleden.

Het cultureel gebeuren vertoont een erg traditioneel patroon, grotendeels gebaseerd op fundamentele en opvattingen van een halve eeuw geleden, met aandacht voor het « ancien régime », en voor niet-industriële romantische en rustieke beelden.

In het buitenland wordt thans zwaar geïnvesteerd in alle aspecten van de studie, het behoud, en de valorisatie van het industrieel, technisch en wetenschappelijk verleden.

Veelal ligt hieraan een maatschappelijke vraagstelling naar de Derde Industriële Revolutie ten gronde, bv. omdat men aandacht wil vragen voor de typische kenmerken en problemen van een geïndustrialiseerde samenleving, en de rol van nijverheid en techniek bij het ontstaan en oplossen van dergelijke problematiek.

Vanuit het ruime publiek, dat zich tal van vragen stelt over de aard en de achtergronden van de hedendaagse industrieel-technologische en sociaal-economische transitieperiode, bestaat een bijzondere belang- en vraagstelling. Hierop dient door het beleid ingespeeld !

Vanuit het publiek, maar ook vanuit een groep « selecte » geïnteresseerden worden tal van ideeën en suggesties geformuleerd.

« Industriële archeologie » wordt desondanks langzamerhand « populair », misschien weldra zelfs een « modegril ». Men kan slechts hopen dat de veelheid aan suggesties, ideeën en mogelijkheden uitgroeien tot samenwerkingsverbanden, tot een inhoudelijk-verantwoorde uitbouw, gestoeld op de fundamentele kenmerken van de industriële archeologie. Om dit te realiseren moet op de eerste plaats de bereidheid aangekweekt worden tot investeren in deze materie, niet alleen van overheidswege, maar ook en misschien vooral, van diegenen die op de eerste plaats een verantwoordelijkheid dragen voor de industriële ontwikkelingen: industriëlen, werknemers en hun organisaties, iedereen die op dit ogenblik leeft en werkt op de grondvesten van de industriële evolutie.

Onze streken bezitten nog een buitengewoon belangrijk patrimonium.

We moeten het *leren kennen, leren waarderen*.

## **Literatuurverwijzing**

De meeste van deze standpunten werden verder en uitgebreid gepubliceerd in :

A. Linters, 1982 . – *Industriële Archeologie in Vlaanderen. Status Questionis, krachtlijnen*, in:

*Ons Industrieel Erfgoed 1. Jaarboek van de Vlaamse Vereniging voor Industriële Archeologie.* Gent, VVIA, pp. 17-95.

In annex, pp. 89-103 wordt de volledige tekst gegeven van de preambule van The International Committee for the Conservation of the Industrial Heritage (1978).

A. Linters, 1984. – *Industriële Archeologie en Industrieel Erfgoed in Vlaanderen*, in : *Ons Erfdeel*, 3 , mei-juni 1984, pp. 345-358.

## LE PATRIMOINE IMMOBILIER

**Jacques LIEBIN**

*Directeur de l'Ecomusée régional du Centre*

### Samenvatting

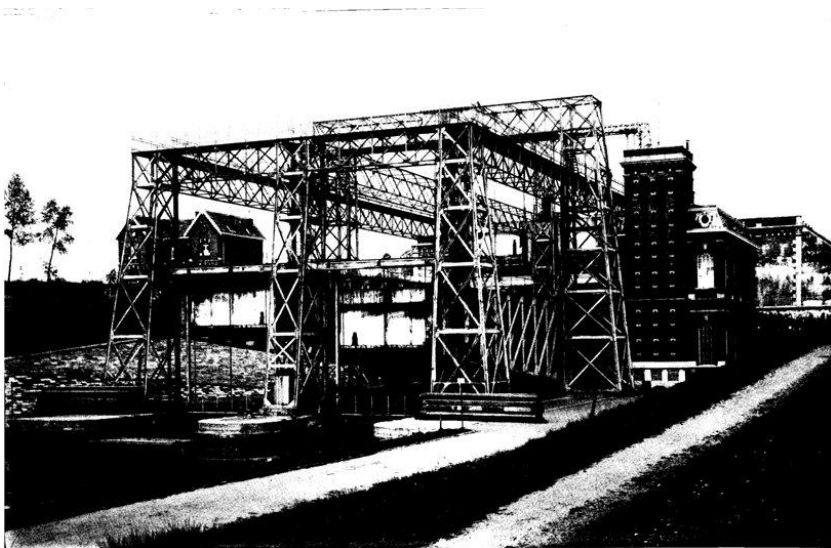
Het onroerend patrimonium.

Het jaar 1975 is in België het vertrekpunt van de industriële archeologie met de tentoonstelling « En toen kwam de machine » en de oprichting van het Centrum voor Industriële Archeologie.

De constitutionele evolutie van België leidt tot het communautariseren van de Industriële Archeologie, door oprichting van de VVIA (1978) in het Noorden en van de PIWB (1984) in het Zuiden.

Sedert 1975 zijn de initiatieven vooral lokaal of gewestelijk : dit wordt aangetoond door voorbeelden inzake het onroerend industrieel patrimonium.

De noodzaak van een inventaris van ons industrieel patrimonium is dringend, zowel wat betreft het redden als het bewaren, het heraanwenden of het vernietigen. Om doeltreffend te zijn, moet die inventaris op een regionale basis worden opgesteld.



*Ascenseur hydraulique, La Louvière.*

*Lift voor boten, La Louvière.*

En novembre 1975 s'ouvrait à Bruxelles l'exposition « Le règne de la machine. Rencontre avec l'archéologie industrielle ». Due à l'initiative conjointe du Crédit communal de Belgique et de la Société nationale de Crédit à l'Industrie, elle connut d'emblée un énorme succès. Luc-Fr. Génicot y étudiait l'archéologie industrielle et les bâtiments [[*Le règne de la Machine. Rencontre avec l'Archéologie industrielle*, Bruxelles, 1975, pp. 36 à 43.]]. Marinette Bruwier tenait à y souligner: « Nos villes, comme nos agglomérations ouvrières, sont en pleine mutation. ( ... ) le changement précipité, ultra-rapide de notre siècle impatient tend à faire tout disparaître d'un passé que l'on paraît vouloir oublier. La page tourne. Pourquoi doit-elle s'effacer ? » [[*Idem*, Bruxelles, 1975, p. 168.]].

Si l'ensemble du Fourneau Saint-Michel fut classé monument historique en 1951, c'est surtout à partir des années 70 que la Commission des Monuments et des Sites s'est intéressée au patrimoine industriel immobilier. Le rachat du Grand-Hornu par Henri Guchez en 1971 sauve le site d'une irrémédiable destruction. C'est d'ailleurs dans ce lieu privilégié que se déroule partiellement le premier colloque d'Archéologie industrielle les 26 et 27 mai 1973. A l'issue de celui-ci, la décision sera prise de constituer l'A.S.B.L. Centre d'Archéologie industrielle dont les statuts paraîtront au *Moniteur belge* le 13 février 1975.

Année faste donc que cette année 1975. L'archéologie industrielle avait acquis ses lettres de noblesse dans notre pays.

Dès le départ, le Centre d'Archéologie industrielle met à son programme à la fois le classement et la conservation d'un certain nombre de sites industriels, et la réalisation d'un inventaire des sites industriels anciens.

Première tâche donc pour le Centre, l'inventorisation des sites pour lesquels une fiche type est établie, grâce à la collaboration de Christiane Piérard, Luc-Fr. Génicot, E. Hélin, A. Linters, J. Mertens, et F. Roelants du Vivier. Avec l'évolution constitutionnelle de la Belgique, le Centre d'Archéologie industrielle s'éteindra doucement, heureusement relayé par des initiatives régionales.

C'est en effet au niveau régional que l'action en matière d'archéologie industrielle va se développer après 1975. Il n'est pas possible ici de dresser le tableau complet des actions menées, ici ou là, avec plus ou moins de succès et de continuité. Ce que l'on peut constater, c'est l'absence d'unité (de conception et d'action), celle-là même qui était voulue par le Centre d'Archéologie industrielle.

Dans la partie francophone du pays, le Centre hennuyer d'Histoire et d'Archéologie industrielles (né en 1975), s'il a souhaité au départ se donner une fonction hennuyère, est très vite amené à limiter son action à la région du Centre où le problème du sauvetage du site charbonnier de Bois-du-Luc se posait avec acuité [[Voir plus loin J. Liébin, *La restauration et la réhabilitation des objets, musées et sites.*]].

A l'issue du colloque de Maffle (1976), Jean-Pierre Ducastelle propose l'aménagement d'un musée des carrières dans le site des anciennes Carrières Rivière à Maffle. Ce projet est en cours de réalisation[[F. Chantry, *Les cents chauffours d'Antoing à Tournai, Tournai, 1979, 320 pages.*]].

A Tournai, la Section d'Archéologie industrielle de la Société royale d'Histoire et d'Archéologie (S.R.H.A.T.) dresse un inventaire sommaire de Tournai[[ Voir J.-P. Ducastelle, *Les carrières de Maffle, un site d'archéologie au pays d'Ath*, dans *Bulletin trimestriel du*

*Crédit communal de Belgique*, n°111, janvier 1975, pp. 35 à 47; Idem, *Archéologie industrielle, dans le patrimoine du pays d'Ath. Un premier bilan, dans Etudes et documents du Cercle royal d'Histoire et d'Archéologie d'Ath et de la région*, II, Ath, 1980 pp. 228 à 287. ]] et des fours à chaux du Tournaisis [[Voir « *Les doigts dans l'engrenage* » ou « *ceux qui ont fait tourner Tournai* », catalogue de l'exposition organisée par la Jeune Chambre économique de Tournai et la Maison de la Culture de Tournai, Tournai, 1977, 124 pages. ]]. A Antoing, le Foyer socio-culturel installe le Musée de la Pierre dans un ancien four à chaux.

Dans la région du Centre, la Compagnie du Canal, grâce à l'engagement personnel de Jean-Pierre Gailliez, semble être parvenue à persuader l'Administration des Voies navigables de conserver l'ancien canal du Centre avec ses quatre ascenseurs hydrauliques[[Compagnie du Canal du Centre, rue des Peupliers, 69 à 7058 Thieu. ]].

A Liège, à côté de l'important travail mené dans et autour du Musée de la Vie wallonne et du Musée du Fer et du Charbon, il faut noter l'ouvrage de Christine Wirtgen et Michel Dusart, *Visages industriels d'hier et d'aujourd'hui en pays de Liège*[[Liège, 181, 183 pages. ]]qui souligne l'intérêt d'un certain nombre de sites industriels de la région.

Avec l'exposition itinérante (depuis 1983) « Hainaut terre d'industrie » la Direction générale des Affaires culturelles du Hainaut a tenu à mettre en valeur à la fois les sites industriels importants et les musées spécialisés, sans oublier les perspectives en matière de développement économique. Avec ses milliers de visiteurs, c'est toute une action d'éducation permanente qui a été ainsi menée par les Affaires culturelles du Hainaut[[Voir aussi la plaquette « *Hainaut, terre d'industrie* » publiée par la Fédération du Tourisme du Hainaut 31, Rue des Clercs à Mons, 1983, 95 pages. ]].

Dans la partie néerlandophone du pays naît, dès avril 1978, la Vlaamse Vereniging voor industriële Archeologie (V.V.I.A.) qui vise à la conservation du patrimoine industriel flamand grâce notamment à l'action d'Adriaan Linters qui se trouve également impliqué dans le Limbourg avec le Project Industrieel Erfgoed [[Voir A. Linters, *Industriële Archeologie en Industrieel Erfgoed*, dans *Extern*, IX, (1980), n° 3, pp. 157 à 166; *Industrieel Erfgoed in Limbourg*, 1980, 148 pages. ]].

Si le V.V.I.A joue en Flandre, dès 1979, un rôle important de coordination en matière d'archéologie industrielle, au niveau de la Communauté française, il faut attendre février 1984 pour voir apparaître l'A.S.B.L. Patrimoine industriel Wallonie-Bruxelles (P.I.W.B.).

Le problème de la communautarisation en matière d'archéologie industrielle étant réglé, le moment semble venu aujourd'hui de relancer l'idée d'un véritable inventaire du patrimoine industriel de la Belgique (qu'en est-il des fiches établies par le Centre d'archéologie industrielle ?). Certes, les deux Communautés publient, depuis 1965 *Le Patrimoine monumental de la Belgique*, mais celui-ci n'accorde qu'une place restreinte au patrimoine industriel [[L Administration de la Protection du Patrimoine culturel (Communauté française) a également procédé à la protection de certains sites industriels, comme le charbonnage du Hazard à Cheratte. ]].

Seul l'inventaire du patrimoine industriel de Bruxelles (19 communes) a été dressé par les Archives d'Architecture Moderne [[Cet *Inventaire d'archéologie industrielle* est consultable aux Archives d'Architecture Moderne, 14 rue Defacqz à 1050 Bruxelles (tel. 02/537.87.45). ]].

Un travail important reste donc à faire. Qu'il s'agisse de sauvegarder, conserver, réutiliser ou détruire, cet inventaire apparaît d'une impérieuse nécessité. Pour qu'il soit efficace, il doit être établi sur une base régionale. C'est à ce niveau que le travail sera le plus complet parce qu'il permettra également l'archivage de la mémoire orale, le tout constituant une banque de données régionale. A ce titre, l'Ecomusée régional du Centre [[Ateliers du Bois-du-Luc, rue Saint-Patrice à 7071 Houdeng-Aimeries (La Louvière).]] a établi le contact avec l'Ecomusée du Beauvaisis qui a entrepris une opération d'inventaire du patrimoine industriel dans les trois départements picards (Aisne, Oise, Somme).

C'est, croyons-nous, une revendication importante qui doit s'inscrire dans le cadre de ce manifeste pour une muséographie des sciences, des techniques et des industries en Belgique.

## **HET ROEREND INDUSTRIEEL, TECHNISCH EN WETENSCHAPPELIJK ERFGOED : VOGELVRIJ ???**

**Adriaan LINTERS**

*Beheerder Vlaamse Vereniging voor Industriële Archeologie  
Secretaris-generaal van The International Committee  
for the Conservation of the Industrial Heritage*

### **Résumé**

Le Patrimoine industriel, technique et scientifique mobilier est-il hors la loi?

Sous l'appellation de « patrimoine industriel mobilier » nous ne comprenons pas seulement les machines et installations encore conservées in situ, mais également tous les objets qui se trouvent dans les musées et collections, ainsi que tous les documents et pièces d'archives conservés dans des institutions publiques ou chez des particuliers.

Tous ces éléments forment une masse fort fragile sur laquelle le Conseil de l'Europe attirait particulièrement l'attention au congrès tenu sur le thème « Quelles politiques pour le Patrimoine industriel? » (Lyon, 22-25 août 1985).

Les initiatives visant à la conservation de notre acquis culturel rencontrent toutes des problèmes du même ordre, mais les actions les plus récentes dans ce secteur (se rapportant pour la plupart à l'histoire des industries et des techniques), sont confrontées à des difficultés d'investissement plus grandes que les projets institutionnalisés depuis des années.

En premier lieu, il est urgent d'avoir une idée exacte des pièces conservées, et du lieu de leur conservation, afin d'établir une liste des priorités. Le pouvoir doit y répondre en appliquant ou en modifiant le cadre législatif et administratif et en créant les possibilités nécessaires. Il faut également établir une collaboration, une coordination et une concertation, ainsi qu'un soutien logistique centralisé qui puisse contribuer à résoudre les problèmes des diverses institutions.

D'autre part, la Belgique se doit de reconnaître sa culpabilité dans la disparition totale, entre les deux guerres mondiales, du « Musée de l'Industrie », créé en 1828 à Bruxelles par le roi Guillaume I, et qui était le deuxième musée industriel du monde.



## 1. Een historicus vernietigt nooit zijn bronnen

Wij gaan ervan uit dat het behoud van het roerend industrieel erfgoed een *conditio sine qua non* is voor het verwerven van inzicht in de groei van onze industriële maatschappij, en dat deze stukken op een niet-geëvenaarde wijze kunnen bijdragen tot de kennisoverdracht aan, en tot het sensibiliseren van het grote publiek voor deze aspecten.

Onder *roerend erfgoed* verstaan we niet alleen de voorwerpen, machines en installaties die in musea en al dan niet openbare verzamelingen terecht komen, maar eveneens die objecten en installaties die om één of andere reden of door administratieve bepalingen in situ bewaard blijven, evenals alle documenten, iconografie, enz...

Het roerend erfgoed vormt dus een uitgebreide, vitale, maar *zéér kwetsbare massa*: dagelijks worden wij geconfronteerd met schroothopen die de resten vormen van een boeiend historisch patrimonium - en even vaak blijft van een eens geordend bedrijfsarchief slechts een hallucinante berg beschimmelde papierrommel over.

Men kan dan telkens treuren dat men te laat kwam.

Doch, kunnen dergelijke fenomenen niet voorkomen worden ? En hoe ???

*Dit stelt dan uiteraard onmiddellijk en scherp de vraag naar de verantwoordelijkheden (wie? welke ?), en eveneens naar het beleid (of het gebrek aan beleid) dat op dit terrein uitgebouwd wordt.*

## 2. Het roerend industrieel erfgoed verdwijnt... tenzij wij er iets aan doen...

Behalve traditionele oorzaken voor het verdwijnen van interessante installaties (zoals technologische vernieuwingen in een bedrijf), lieten twee wereldoorlogen die op ons grondgebied uitgevochten werden, zware littekens na. Vooral de eerste wereldoorlog had rampzalige gevolgen, doordat de meeste strategisch-technische installaties geconfisqueerd werden (en tot munitie versmolten of naar Duitsland gevoerd werden), en doordat tijdens de terugtrekking van de Duitse troepen nog talloze bedrijven gedynamiteerd werden.

Sedert enkele jaren stegen de grondstofprijzen relatief sterk. Gevolg daarvan was dat het rendabel werd om oude installaties (die vroeger bij gebrek aan beter, of omwille van de kosten bleven staan) uit te breken en te verkopen aan schroothandelaars. Een aantal bedrijfsinstallaties worden/werden daarenboven gedemonteerd om opnieuw in productie genomen te worden in landen van Noord-Afrika en de Derde Wereld.

Ondertussen wordt het interessante gebied van het eerste geïndustrialiseerde land van het Europese continent afgeschuimd door buitenlandse collectionneurs en zelfs musea, die onbelemmerd dit patrimonium deporteren. Binnen enkele jaren kunnen we toeristische uitstappen inrichten naar het industrieel verleden van Vlaanderen en Wallonië,... in Nederland, Duitsland, Groot-Brittannië en Frankrijk !

## 3. Een processie van Echternach ???

Wanneer we de jaarverslagen van openbare diensten, musea en organisaties zouden mogen geloven, dan realiseren ze alle buitengewone dingen ... met een minimum aan kredieten. Tal

van teksten maken melding van nieuwe musea en museumafdelingen, nieuwe wetten, decreten en administratieve bepalingen.

Dient men niet in de eerste plaats na te gaan in hoeverre de theorie en de praktijk van mekaar verschillen ?

Musea die zich ternauwernood kunnen instandhouden met BTK's, DAC's, tewerkgestelde werklozen, vrijgestelden van stempelcontrole, dienstweigeraars en idealistische vrijwilligers. Instellingen waarvan de begrotingen jaar na jaar inkrimpen, en zéker géén gelijke tred houden met de inflatie. Administratieve bepalingen die een vlot en soepel optreden onmogelijk maken en nood-reddings-operaties quasi-uitsluiten. Wetten en decreten die wel op papier bestaan, maar die nog geen uitvoeringsbesluiten kennen, die nog niet toegepast worden, en waarvoor de kredieten en het personeelskader niet volstaan (het Decreet op het Behoud van het Roerend Cultureel Erfgoed, dat op 15-16 juni 1982 door de Vlaamse Raad goedgekeurd werd, is hiervan een type-voorbeeld). Tegenover de belangrijke inspanningen in het buitenland, zoals het Franse programma dat thans in volle uitbouw is, kan België niets gelijkwaardigs stellen, tenzij...

Ons land is alvast één van de weinige landen die zich op de twijfelachtige eer kunnen beroemen, dat zij één van de eerste industriële musea ter wereld « verloren » lieten gaan...

Inderdaad, in 1828 richtte Willem I in Brussel het « Museum voor Kunst en Volksvlijt » in, dat aan de basis zou liggen van het belangrijke « Musée de l'Industrie ». De oprichting van dit initiatief kwam maar enkele decennia na de instelling van het « Conservatoire National des Arts et Métiers » door de Franse revolutionairen, en dertig jaar voor de opening van het Londense « Science Museum ». In de loop van de 19de eeuw werd, o.l.v. Jobard, uitgebreid in het Brusselse museum geïnvesteerd... doch het « verdween » tijdens de beginjaren van deze eeuw. Ondanks alle pogingen die sedert enkele jaren ondernomen werden, bleven de collectiestukken (op enkele uitzonderingen na) « spoorloos »...

#### **4. Weten we wel hoe rijk we zijn?**

Terwijl het inventariseren van het onroerend industrieel erfgoed in mindere of meerdere mate geïntegreerd wordt in de inventarisatie van het bouwkundig erfgoed, terwijl her en der pogingen ondernomen worden om het museumbezit van de Belgische cultuurgemeenschappen te inventariseren, wordt het inventariseren van het roerend industrieel en technisch erfgoed grotendeels aan het toeval overgelaten.

Van zodra een voorwerp of document terechtkomt in één of andere officiële instelling, zij het archief of museum, is er nog een kans dat het vroeg of laat opgespoord kan worden via de inventarissen van de instelling. Toch heeft men op dit ogenblik het raden naar welke belangrijke stukken geherbergd worden door plaatselijke heemkundige, historische en volkskundige musea - vooral wanneer deze hun verwervingen tot een grotere actieradius uitstrekken. Ook in kunstmusea, het filmmuseum, en tal van andere (vaak onvermoede) bewaarplaatsen kwamen stukken terecht, die dan meestal niet gecatalogeerd werden vanuit een vraagstelling die de industrieel-archeoloog zich stelt : probeer in een museum voor schone kunsten maar eens te achterhalen of ze schilderijen of tekeningen bezitten waarop watermolens, of een « hollander » voor de productie van papierpap, afgebeeld staan... De namen van de kunstenaars en de stijlrichtingen zijn vaak belangrijker dan de informatieve waarde van het artistiek document.

Kenmerkend tenslotte, zowel voor voorwerpen als voor documenten, is dat er steeds meer terecht komen in instellingen, bij organisaties, in depots en verzamelingen die er niet specifiek voor bestemd zijn. Tal van musea verzamelden bewust of onbewust vaak waardevolle archiefstukken - doch in vele gevallen vanuit een museaal standpunt (wat niet altijd met archieftechnische vereisten te verzoenen is). We staan er regelmatig van verstomd wat er allemaal berust in de verzamelingen van plaatselijke kringen en verenigingen (of van hun voorzitter) - en jammer genoeg ook van de omstandigheden waarin het er berust !

Het initiatief om een object of document veilig te stellen is op zichzelf een te appreciëren daad ! We moeten echter de moed hebben om te denken aan het vervolg ervan, aan de gevolgen. M.a.w. we moeten er op korte tijd in slagen om de nodige *structuren* in het leven te roepen, waarbinnen de belangloze inzet van velen zich optimaal en verantwoord kan ontwikkelen. Ook dient aandacht geschonken aan het veiligstellen van de *continuïteit* van de bewaring, in die gevallen waar verzamelingen bij privaatrechtelijke initiatieven gedeponeerd worden: m.a.w. men moet eraan denken wat er met de collectie gebeurt wanneer de initiatiefnemer overlijdt, of wanneer de vereniging die het initiatief neemt ter ziele gaat...

De vraag dient dus niet alleen te luiden : wat wordt waar bewaard ? Maar de vraag luidt vooral : wat wordt waar, *door wie en onder welke omstandigheden* bewaard ? Een antwoord zal er maar komen wanneer, gedurende een ruime periode één of een aantal enquêteurs ter plaatse naar een antwoord kunnen zoeken.

Tenslotte zouden wij willen benadrukken dat het inventariseren van bestaande musea en reële collecties misschien niet eens de meest urgente taak is. *In principe werden de stukken verzameld met de bedoeling ze veilig te stellen. Ze zijn dus in essentie niet het meest bedreigd.* Er is echter nog een onoverzichtelijke massa die berust bij toevallige verzamelaars en brocanteurs, in bedrijven en instellingen, op tal van plaatsen waar de « feeling » voor het belang ervan nog niet echt doorgedrongen zijn. *Deze objecten en documenten zijn in principe nog steeds bedreigd.* Een overzicht van deze stukken zou een *prioriteitenlijst* kunnen vastleggen, en tevens de reële omvang van het probleem situeren.

## **5. In « bescherming » nemen**

Wanneer we de snelheid zien waarmee dit erfgoed verdwijnt, dan is het duidelijk dat het snel in bescherming moet genomen worden tegen tal van factoren.

Door een aantal recente decreten, maar ook reeds in de vroegere monumentenwetgeving, bestond in principe een mogelijkheid om machines en installaties wettelijk te beschermen. Het valt echter op dat *deze mogelijkheden niet of nauwelijks aangewend werden/worden, of dat de geschikte uitvoeringsbesluiten of administratieve kaders ontbreken.*

### **in een museum?**

Thematische lokale musea, gewijd aan ambachten en nijverheden schieten als paddestoelen uit de grond. Zij behandelen het hele spectrum van de economische activiteiten, maar als gevolg van de gemeentelijke autonomie en omdat de meeste recente initiatieven van privaatrechtelijke aard zijn (bv. verenigingen zonder winstoogmerk), bestaat er *weinig of geen overleg en samenwerking.*

De verschillende initiatieven worden *niet gecoördineerd.* Van een *centrale logistieke steun* is geen sprake. Hierdoor wordt heel wat werk nodeloos geduplicateerd.

De sterke opbloei van industrieel-technische en ambachtelijke musea wordt niet bevorderd door één of andere specifieke wetgeving of subsidiëring, integendeel zelfs ! Het oude Koninklijk Besluit van 22 april 1958, « tot reglementering van de toekenning van toelagen aan de musea welke niet van de Staat afhangen » houdt zelfs géén rekening met dit museumtype, en spreekt enkel van « *musea... waarvan de verzamelingen betrekking hebben op kunsten en letteren...* » Een stoommachine is duidelijk geen « kunst » en ook geen « letter », zodat strictu sensu heel deze recente sector uit de subsidiëringsmand zou moeten vallen ... Dat er toch gesubsidieerd wordt (met eerder armzalige tussenkomsten door de lage kredieten die voor deze begrotingspost ingeschreven worden), is slechts te wijten aan een oogluikend interpreteren van dit K.B. door de administratie.

De recente nieuwe voorstellen van museumdecreten (zoals het voorstel dat thans in laatste lezing voorligt in de Vlaamse Museumraad) gaan uit van de ruimere en inhoudelijke definitie van een « museum », zoals door ICOM voorgesteld : « *Als museum wordt beschouwd : de permanente instelling of groep van instellingen, in dienst van de gemeenschap en haar ontwikkeling, toegankelijk voor het publiek, niet gericht op het maken van winst, die de culturele en materiële getuigenissen van de mens en zijn milieu verwerft, beheert, bewaart en beveiligt, wetenschappelijk onderzoekt, presenteert en hiervoor informeert voor doeleinden van studie, educatie en recreatie* » (art. 3 van het ontwerp voor het nieuwe museumdecreet van de Vlaamse Gemeenschap).

Belangrijk bij dit is eveneens dat noch in de definitie, noch in de verdere bepalingen van dit ontwerp, het museum gekoppeld wordt aan een ruimtelijke afbakening of museumgebouw : *in principe wordt de mogelijkheid opengelaten voor een gedecentraliseerd museumbeheer van in situ behouden objecten en installaties !*

## **7. Het aanbod stijgt sterk**

Maar het valt op hoeveel omzwervingen de eigenaars vaak moeten maken vooraleer zij met hun stukken op een geschikte of geïnteresseerde plaats terechtkomen. Ideaal ware indien op korte termijn een platform of een *draaischijf* kon tot stand gebracht worden, die vraag en aanbod met mekaar in contact zou brengen.

Deze draaischijf zou dan tevens kunnen fungeren voor informatie over allerhande technische aspecten, demontage, transport, e.d.m. Het valt inderdaad op hoeveel pogingen doodlopen op deze problemen, op plaatsgebrek, op financiële beperkingen, personeelsgebrek of omdat de stukken (nog) niet passen in de oriëntaties die aan bestaande initiatieven toebedeeld werden.

Tenzij er een toevallige en eenmalige oplossing gevonden wordt, gaan de meeste van deze voorwerpen verloren, waardoor bereidwillige schenkers en vrijwilligers die zich ervoor willen inzetten *ontmoedigd* raken. In de long run betekent zulks een gezichtsverlies voor de industriële archeologie, omdat men thans systematisch zijn *machteloosheid* moet toegeven. De demobilisatie die men hiermee veroorzaakt zal op termijn een nefast gevolg hebben : men laat niet ongestraft gemotiveerde personen in de kou staan !

Centraal bestaat er intussen geen enkele dienst of organisatie die op een systematische en bevredigende - eventueel tijdelijke - wijze in noodgevallen kan optreden.

## 8. Het cruciale probleem

Hoe red je één der laatste stoomschepen, wanneer de eigenaar het schip wil verkopen aan eender wie, op voorwaarde dat er geld op tafel komt. Hoe red je een stoommachine, wanneer een bedrijf deze van de hand wil doen ?

Droogweg gesteld is het probleem erg eenvoudig: ofwel betaalt een conservatie-initiatief de gevraagde som (en dan is de zaak in principe gered), ofwel koopt een schroothandelaar het geheel (en dan is de zaak in principe verloren).

In tegenstelling tot Engeland heeft het « technisch-industrieel erfgoed » nog steeds *geen echte antiquariaatswaarde* - alhoewel er aanwijzingen zijn dat zulks op korte termijn kan veranderen.

Dit is zowel een voordeel als een nadeel.

Voor de « waarde » van « antiek » brengt men sneller begrip op, al is het dan slechts een financieel begrip. Dingen waarvoor men een antiekwaarde betaald gaan in principe niet meer verloren - anders betaalde men zo'n gekke prijs gewoonweg niet ! Dingen die geen « antiekwaarde » bezitten worden gemakkelijk afgevoerd. « Antiek » betaal je duur, en aankoop ervan gaat meestal boven de draagkracht van kleinschalige en culturele initiatieven.

Op dit ogenblik kan men industrieel - en technisch - historische objecten nog relatief goedkoop verwerven : men zou als regel moeten nemen dat men nooit méér dan de *schrootwaarde* betaalt. Maar « schrootwaarde » kan in sommige gevallen nog erg hoog oplopen, bv. wanneer een vliegwiel verschillende ton weegt ! Ook *demontage* en *transport* kosten vaak héél wat meer dan de eigenlijke aankoop, zonder de kosten van *berging* en *reconstructie* te vergeten.

Verwerving, demontage en transport, (tijdelijke) berging en uiteindelijke opstelling zijn slechts facetten van één probleem : hoe slagen we erin om hic et nunc een antwoord te bieden op de bedreiging van het roerend industrieel erfgoed.

## 9. Dringend een beleid nodig

Op het vlak van museumuitbouw, het behoud van industrieel-technische archieven en iconografie, het veiligstellen van roerende installaties en machines, en op het vlak van het ontsluiten van deze, heeft België een pijnlijke achterstand t.o.v. de buurlanden.

Een oplossing kan niet meer geboden worden op een amateuristische goodwill-basis, waarbij toeval en geluk de kans op slagen bepalen.

Het inhalen van de achterstand is maar mogelijk mits het totstandbrengen van een *beleid*, waarbij zowel de Vlaamse als de Waalse Gemeenschap (gezien het hier om een cultuurmaterie gaat) dringend en concreet een *standpunt* moeten innemen - en daaruit de nodige *gevolgtrekkingen* maken.

Een beleid waar plaats is voor overheidsinitiatief, initiatieven van onderzoeksinstituten, bedrijven en beroepsorganisaties, en ook van vrijwilligersverenigingen.

# ARCHIEF ALS BESTANDDEEL VAN HET INDUSTRIEEL ARCHEOLOGISCH ONDERZOEK

**Hilda COPPEJANS-DESMEDT**

*Doctor in de wijsbegeerte en letteren (Geschiedenis)*

*Departementshoofd bij het Rijksarchief*

## Résumé

Les archives comme élément de la recherche en archéologie industrielle.

La recherche en archéologie industrielle n'est justifiée sur le plan scientifique que si elle joint la consultation des sources écrites et des documents publiés à l'analyse des vestiges matériels, pour en apprécier la juste valeur spécifique et les situer dans le cadre de l'évolution historique. Les archives des entreprises elles-mêmes doivent être citées en premier lieu pour cette étude documentaire. Attendu que les archives des entreprises en liquidation avaient les plus grandes chances de disparaître, les directions des dépôts d'archives publics ont, depuis la dernière décennie, payé de leur personne pour les sauver en les recueillant dans leur propre dépôt; il s'agit particulièrement des Archives de l'Etat et de quelques Archives communales auxquelles s'est joint un peu plus tard, en 1971, le Centrum voor Bedrijfsgeschiedenis des Facultés universitaires Saint-Ignace à Anvers. Mais ce qui a pu être sauvé représente peu de chose par rapport à l'ensemble. Il est indispensable en effet de mettre un frein à la politique d'acquisition des instances en question, en raison de l'insuffisance de leur propre espace de conservation. Une solution efficace à ce problème pourrait être apportée par une protection légale de ces archives *in situ*, comme cela a été promulgué par l'Exécutif flamand (Décret du 17.11.1982 M.B. 4.03.1983).

D'autre part, il y a des documents susceptibles de fournir des renseignements sur notre passé industriel également dans le notariat, dans les archives des anciens greffes scabinaux et dans nombre d'archives de services gouvernementaux de l'époque contemporaine (à partir de 1796 environ) et d'instances judiciaires. En outre, certains actes sont repris dans les publications officielles: les actes de sociétés (dans le Moniteur et la Pasinomie; dans les annexes du Moniteur à partir de 1873); les brevets d'invention et les modèles industriels, respectivement en vertu de la loi du 24 mai 1854 et du 1 avril 1879, chacun dans une série spécifique.

Pour la recherche en archéologie industrielle, les fonds et collections suivants sont plus particulièrement importants: le fonds de l'Administration des mines, les dossiers relatifs à la procédure de *commodo et incommodo*, les dossiers relatifs aux demandes de bâtir et en général les collections de cartes et plans, les archives du Cadastre (notamment le modèle Z, remplacé par le modèle 233 D), les archives des tribunaux du commerce et des anciens Conseils de Preud'hommes, devenus les tribunaux du travail.

Les archives de tous ces services gouvernementaux qui ont été dirigées vers les dépôts de l'Etat ou des villes, peuvent en règle générale y être consultées, éventuellement sous certaines conditions. Pour autant qu'elles n'aient pas été transmises aux Archives de l'Etat, les archives du cadastre peuvent être consultées dans les directions elles-mêmes.



Industriële Archeologie is in de eerste plaats afgestemd op wat de Engelsen zo typerend hebben genoemd *fieldwork*, d.w.z. opmetingen en beschrijvingen van gebouwen, machines en fabricaten op basis van de materiële gestalten.

Het belang van de plaatsschouwing, i.e. het analytisch onderzoek, mag niet worden onderschat. Het gebeurt immers niet zelden dat ondanks het bestaan van uitvoerige documenten, plannen of afbeeldingen talrijke bijzonderheden omtrent een gebouwencomplex of een gecreëerd voorwerp ontbreken of wijzigingen hebben ondergaan, die niet helemaal met de beschrijving of de grafische voorstelling overeenstemmen. Bovendien kan een tekst of picturale weergave zijn ware bedoeling verdoezelen, vervormen of tot een verkeerde interpretatie aanleiding geven. Zo bijvoorbeeld zal men op zijn hoede zijn voor de vaak geïdealiseerde voorstelling van bedrijfsgebouwen, zoals ze afgebeeld staan op adreskaarten, briefhoofden of facturen van een firma, en die geen ander doel nastreven dan reclame voor het bedrijf in kwestie. De materiële getuigenissen zijn daarentegen wat ze zijn. Ze hebben bijgevolg een belangrijk pluspunt voor, namelijk hun onbetwistbare authenticiteit.

Maar omgekeerd is het opmetingswerk en de materiële beschrijving op zichzelf ook weer niet toereikend. Om de materiële sporen, verschijnselen en verwezenlijkingen van het verleden naar hun specifieke waarde te schatten en te situeren binnen het kader van de historische ontwikkeling, ligt het voor de hand er ook de geschreven getuigenissen bij te betrekken die de gewenste verklaring of de gezochte toelichting kunnen geven. Indien bijvoorbeeld Dr. Alfons Thijs voor het opmaken van een balans van de pakhuizen die in 1874 te Antwerpen bestonden, zich had beperkt tot de gebouwen die honderd jaar later nog in min of meer herkenbare staat waren bewaard, had hij niet meer dan ongeveer 13 % van het totale aantal beschreven [[A. Thijs, « *Industriële Archeologie* » of de « *Geschiedenis van de materiële cultuur* » ? - *ervaringen bij de studie van oude Antwerpse pakhuizen*. In: *Centrum voor Industriële Archeologie*, 1, 2 april 1975, blz. 19-22.]].

De I.A. onderstelt aldus een dualiteit: *fieldwork* enerzijds en confrontatie met de geschreven bron of de gebeurlijk gepubliceerde tekst anderzijds.

Van belang voor de industriële archeologische studie zijn in de eerste plaats de archieven van de bedrijven zelf. Hier vindt men in principe de akten, bestekken en plans van de gebouwen waar de onderneming is of was gevestigd, bescheiden m.b.t. de uitbouw van de infrastructuur: aanleg van toegangswegen, bouw van kaaien en andere aanlegplaatsen, schema's van water-, gas- en electriciteitsnetten, aan- en verkoopakten van machines met bijhorende beschrijvingsstaat en gebruiksaanwijzing, schetsen en plans, documenten betreffende de fabricageprocédés, uitvindingsbrevetten, nijverheidsmodellen, arbeidsovereenkomsten, werkplaatsreglementen, gebeurlijk ook stukken m.b.t. sociale voorzieningen voor het personeel, als woningen, sanitaire installaties, kantines, soms zelf bibliotheken en scholen. Sommige ondernemingen hebben immers aan streekontwikkeling gedaan lang voor het begrip burgerrecht had verworven. Ook de handelscorrespondentie en de boekhoudingsbescheiden kunnen voor zekere vraagstellingen klaarheid brengen; maar er werd reeds hoger op gewezen dat de grafische voorstellingen van fabrieken in briefhoofden, op facturen of kwitanties, op adres- en reclamekaartjes, op etiketten en dergelijke meer, toch met het nodige kritische voorbehoud moeten worden geïnterpreteerd. Staal- of modelboeken ten dienste van het cliënteel zijn daarentegen meer betrouwbaar..

Die archieven worden ter plaatse, d.i. in de onderneming zelf gevormd. Ze worden er in zekere mate ook bewaard. Het is eerder zeldzaam dat de bedrijfsleiding aan buitenstaanders toelating verleent voor inzage van de documenten. Maar sedert de laatste decennia hebben de openbare archiefbewaarplaatsen, inzonderheid het rijksarchief en sommige stadsarchieven, zich ingezet om tenminste bij de likwidatie van een onderneming het voor vernietiging bestemde archief te redden [[Op grond van art. 1 lid 5 van de Archiefwet van 24 juni 1955 kunnen archieven van bijzondere personen of private verenigingen op verzoek van de betrokkenen, naar het Rijksarchief worden overgebracht. ]]. Die acquisitie-politiek heeft voor gevolg dat in België momenteel ruim duizend bedrijfsarchieven aan de belangstellenden ter beschikking kunnen worden gesteld [[H. Coppejans-Desmedt, *Gids van de Bedrijfsarchieven bewaard in de openbare depôts van België. Guide des Archives d'Entreprises conservées dans les dépôts publics de la Belgique*. Brussel-Bruxelles, 1975 (Ministeries van Nationale Opvoeding en Cultuur - Ministères de l'Education Nationale et de la Culture. Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de Provinciën - Archives générales du Royaume et Archives de l'Etat dans les Provinces). Voor de aanwinsten van het Rijksarchief sedert 1975, raadplege men de Jaarverslagen van de inrichting. ]]. Maar dat aantal is nog uiterst gering in vergelijking met de vele duizenden ondernemingen die sedert het begin van de Industriële Omwenteling in België hebben bestaan. Het ligt dus voor de hand dat de inspanningen voor behoud van de documenten zouden worden verhoogd; maar daartegenover staat de ontoereikende infrastructuur, waarover de openbare archiefbewaarplaatsen beschikken, zodat hoe langer hoe meer selectief te werk moet worden gegaan voor het aanvaarden van bedrijfsarchieven. Gelukkigerwijze hebben zich vanaf 1971 een aantal centra, w.o. in de eerste plaats het Centrum voor Bedrijfsgeschiedenis van de Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen ingezet voor het redden van bedrijfsarchieven en het fotograferen en beschrijven van industrieel-archeologische relictten. Bovendien is thans, dank zij het decreet houdende bescherming van het roerend patrimonium goedgekeurd door de Vlaamse Raad in zijn zittingen van 15 en 16 juni 1982, ook wettelijke bescherming van het archief in situ mogelijk (art. 4 & 1 lid 5) [[ A. Linters, *Het Decreet op de bescherming van het roerend cultureel erfgoed*. In : Tijdschrift industrieel erfgoed, 1 ste jg., nr 2, juni 1983, blz. 3-10. ]].



Anderzijds zijn er ook in het notariaat, bij de overheidsdiensten en bij de rechterlijke instanties bescheiden voorhanden die ons kunnen inlichten over ons industrieel verleden.

In het notariaat vindt men akten van aan- en verkoop van onroerende goederen, gebeurlijk ook van roerend materiaal, akten van hypothekering, arbeidscontracten, akten van boedelscheiding, inventarissen bij sterfgeval of toegevoegd aan het huwelijkscontract, pachtovereenkomsten en dergelijke meer. Onder het oud regime konden soortgelijke akten al evenzeer worden verleden voor schepenen van steden, parochies en heerlijkheden, zodat ook in de oude griffierarchieven de mogelijkheid bestaat inlichtingen te vinden in verband met de I.A. Die oude griffierarchieven zijn in algemene regel neergelegd in het rijksarchief, uitzonderlijk in sommige stadsarchieven. In het rijksarchief worden ook de meeste notariële protocollen bewaard van méér dan honderd jaar oud. De jongere minuten berusten nog in de notariële studies zelf en zijn weinig of niet toegankelijk voor het wetenschappelijk onderzoek. De oudere protocollen die naar het rijksarchief zijn overgebracht kunnen daarentegen zonder speciale formaliteiten worden geraadpleegd.

Hetzelfde geldt voor de bescheiden van de Registratie- en Hypotheekkantoren want, zoals men weet, moeten sedert de invoering van de Franse wetgeving in ons land de notariële akten in algemene regel worden geregistreerd [[W. Bonquet, *De Administratie der Registratie en Domeinen en haar archief*. Handzame, 1971 (Familia et Patria). ]]. Wat de Registratie betreft, zal men voor een industrieel archeologische studie met goed gevolg de volgende reeksen bescheiden consulteren :

reeks nr. 5 : registers van de openbare burgerlijke en administratieve akten;

reeks nr. 6 : registers van de onderhandse akten;

reeks nr. 187 : aangiften van successies.

In het archief van de Hypotheekkantoren waar de akten, in tegenstelling met wat in de Registratiekantoren gebeurt, niet worden samengevat maar integraal worden overgeschreven, zal men in de eerste plaats de reeks van de overschrijvingen (reeks nr. 72) raadplegen en, indien het om zee- of binnenschepen gaat, de reeks nr. 78 die vanaf 1879 werd gecreëerd.

Zowel voor de archieven van de Registratie- als voor de Hypotheekkantoren zijn repertoria en klappers voorhanden die het terugzoeken van de gewenste gegevens vergemakkelijken. De bescheiden van de Registratiekantoren, die ouder zijn dan honderd jaar kunnen in het rijksarchief vrij worden geconsulteerd. De archieven van de Hypotheekbewaring zijn openbaar en kunnen er eveneens zonder bezwaar worden ingezien.

Zekere akten worden ook opgenomen in officiële publicaties. Dit is in de eerste plaats het geval voor de akten van vennootschappen die tot 1873 werden gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* en in de *Pasinomie* en, sedert de wet van 18 mei 1873, in de *Bijlagen tot het Belgisch Staatsblad*. De uitvindingsbrevetten en nijverheidsmodellen worden, resp. ingevolge de wet van 24 mei 1854 en van 1 april 1879, eveneens gepubliceerd. Aan de beide laatste verzamelingen zijn ook afbeeldingen toegevoegd van de uitvinding waarvoor het brevet of het nijverheidsmodel werd toegekend [[*Verzameling der Uitvindingsbrevetten (Nijverheidsocctrooiën); Recueil officiel des marques de fabrique et de commerce déposées en Belgique en conformité de la loi du 1er avril 1879.* ]].

*Plans van concessies van mijnen, schetsen en tekeningen van machines, plattegronden van fabrieken en dergelijke meer, bevinden zich in grote getale in het belangwekkende fonds van de Administratie van het Mijnwezen. Deze rijksdienst werd gecreëerd ingevolge een wet van 21 april 1810. Het hoofdbestuur is gevestigd te Brussel en een afdeling fungeert in de hoofdplaats van iedere provincie waar aan mijnexploitatie wordt gedaan. Men onderscheidt : de Afdeling van de Kempen, de Afdeling Luik en de Afdeling Henegouwen. In tegenstelling met wat de benaming van de administratie laat veronderstellen, beperkt haar bevoegdheid zich niet tot de extractieve bedrijvigheden, maar strekt zich daarenboven uit tot de ondernemingen die grondstoffen verwerken : de fabrieken van cokes en van steenkoolderivaten, de metaalverwerkende bedrijven, de glazen kristalblazerijen, de kalkovens, de steenbakkerijen, de cementbedrijven, en verder ook de stoommachines, de gevaarlijke en ongezonde ondernemingen, de fabrieken en de depots van explosieven. De Administratie van het Mijnwezen verstrekt advies voor het toekennen van de mijnconcessies; bovendien zijn alle mijnen onder haar toezicht geplaatst. Ook in sociaal opzicht zijn aan de Administratie belangrijke taken toegewezen : haar afgevaardigden zijn gehouden verslag uit te brengen over de arbeidsvoorwaarden in de mijnen; daarenboven heeft zij aandeel in het beheer van de voorzorgkassen. Tenslotte brengt zij advies uit voor de oprichting van de bovengenoemde bedrijven en oefent controle uit over hun werking*[[N. Caulier-Mathy, *Les archives de l'Administration des Mines. In : Histoire économique de la Belgique. Traitement des sources et état des questions. Economische Geschiedenis van België. Behandeling van de Bronnen en Problematiek. Actes du Colloque de Bruxelles. Handelingen van het Colloquium te Brussel, 17-19 nov. 1971. Bruxelles-Brussel, 1972, blz. 171-193 (Archives générales du Royaume et Archives de l'Etat dans les Provinces - Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de Provinciën). ]].*

Voor de vestiging van die ondernemingen was inderdaad een officiële machtiging vereist. Daarvoor diende de nijveraar een rekest te richten tot de prefect van het departement, later tot de gouverneur van de provincie. Deze procedure verklaart waarom men in de provinciale archieven belangrijke reeksen dossiers aantreft in verband met de vestiging van fabrieken en de installatie van stoommachines. De dossiers omvatten behalve het verzoekschrift o.m. de enquête de commodo et incommodo die, mits tussenkomst van de gemeentelijke overheid, werd ingesteld, de rapporten van de ingenieurs van de Administratie van het Mijnwezen en van het Bestuur van Bruggen en Wegen in zover het om problemen ging die onder de bevoegdheid van de laatste vielen, de plans en doorsneden, het gemotiveerde advies van de Bestendige Deputatie en tenslotte, in casu, de toelating zelf.

Voor de Franse Tijd moet volledigheidshalve worden gewezen op de reeks verkopeningen van nationale goederen, die men in het archief van de departementen, voorlopers van de latere provinciebesturen aantreft. Men weet dat vele ondernemers van de gelegenheid hebben gebruik gemaakt om hun fabrieken onder te brengen in de gebouwen van voormalige kloosters of van kastelen, die toen als nationale goederen werden verkocht.

Soortgelijke dossiers vindt men of zou men, in principe, ook moeten vinden in de gemeentearchieven voor de bedrijven die onder de bevoegdheid van de lokale overheden ressorteren [[Zie voor deze interessante bron, ontstaan vanaf 1824 : Cl. Roose, *Het fonds « gevaarlijke en ongezonde gebouwen » : een belangrijke bron voor de industriële archeologie. In : Centrum voor Industriële Archeologie, I, 1 jan. 1975, blz. 11-13. Men raadplege verder de inleidingen van de volgende inventarissen : M. Bourguignon, *Inventaire des dossiers concernant les usines et ateliers déposés par l'Administration provinciale du Luxembourg (1831-1954)*, Brussel, 1964; en G. Hansotte, *Archives de la province de Liège. Maintenues et permissions d'usines*, Brussel 1967 en Dezelfde, *Inventaire des archives de la province de**

*Liège. I - Mines, Minières, Carrières: instruction des demandes en concession ou permission; surveillance et police des exploitations. II- Surveillance des usines établies sur les cours d'eau*, Brussel, 1978, de drie laatste inventarissen gepubliceerd door het Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de Provinciën. ]].

Zowel de Administratie van het Mijnwezen als de huidige provinciebesturen en hun voorlopers hebben hun administratief afgestorven archief neergelegd in het rijksarchief.

Aldaar, in de stadsarchieven en in sommige bibliotheken, zoals de Koninklijke Bibliotheek te Brussel, of in gespecialiseerde centra, bijvoorbeeld de Historische Dienst van het Leger, zijn nog andere belangwekkende reeksen of verzamelingen bewaard die aan de industriële archeoloog nuttige diensten kunnen bewijzen. Men denke in de eerste plaats aan de rijke verzamelingen Kaarten en Plans. Men zal bovendien met goed gevolg de reeksen bouwaanvragen consulteren die berusten in de stads- en rijksarchieven. Eén van de meest merkwaardige reeksen bevindt zich in het Stadsarchief van Gent; zij klimt immers op tot de 17de eeuw. In het Rijksarchief te Kortrijk zijn voor de gelijknamige stad bouwdoSSIERS voorhanden vanaf de 18de eeuw. Elders zijn de reeksen meestal van jongere datum indien ze tenminste nog voorhanden zijn.

Nog tal van andere bronnen zijn van aard om licht te werpen op vraagstukken, die kunnen oprijzen in verband met de I.A. Het spreekt vanzelf dat in dearchieven van het Ministerie van Economische Zaken veel meer gegevens te vinden zijn dan in de bescheiden van de Administratie van het Mijnwezen alleen, die er onder ressorteert. Voor de uitbouw van de infrastructuur zijn dearchieven van de Ministeries van Openbare Werken en van Verkeerswezen te onderzoeken. De bescheiden van andere Rijksbesturen hadden voor verschillende aspecten ongetwijfeld nuttige inlichtingen kunnen verstrekken, maar veel is voor de 19de eeuw teloor gegaan. Een uitzondering vormt nochtans het archief van het kadaster afhankelijk van het Ministerie van Financiën, dat in algemene regel in goede staat is bewaard.

Zoals men weet werd de Administratie van het Kadaster gecreëerd met het oog op het vaststellen van de grondbelasting op alle onroerende goederen naar rata van hun netto-opbrengst. Voor de toepassing van de grondbelasting bleek immers nodig de grootte en het belastbaar inkomen van ieder perceel van het grondgebied vast te leggen. Onder het oud regime waren reeds pogingen in die zin ondernomen, maar deze inspanningen hadden niet het algemeen en continu karakter van het kadaster, zoals wij het nu kennen. De oorsprong van het huidige kadaster ligt in de Franse Tijd en reikt terug tot een wet van 15 september 1807, die het vertrekpunt vormt voor de sedertdien regelmatige opmetingen en schattingen van de onroerende goederen.

Alhoewel tal van kaarten, leggers en schattingsdocumenten van dit bestand voor het industrieel archeologisch onderzoek in aanmerking kunnen komen [22], past het vooral de aandacht te vestigen op :

Model Z : tabel van de types en van de voorbeelden (gebouwde percelen, nijverheids- en uitzonderlijke gebouwen), gecreëerd bij Ministriële Onderrichting van 10 januari 1862. Model Z moest dienen voor de opneming en gedetailleerde beschrijving van alle nijverheidsinrichtingen en was eventueel zelfs vergezeld van schetsen. Het werd later voortgezet als :

Model 233 D : beschrijvende tabel van de nijverheidsinrichtingen en van de uitzonderlijke gebouwen, die de vroegere modellen Z en de beschrijvende lijst van kastelen en kloosters verving, en vanaf 1930 werd aangewend als bestendig schattingsdocument. Ieder uitzonderlijk

gebouw of nijverheidsgebouw wordt in deze tabel gedetailleerd beschreven : de ligging, de aard, de staat, de materialen, de constructie, de ouderdom, het aantal verdiepingen en woonvertrekken, de bestemming van de verschillende delen en de uitrusting (machines) van de nijverheidsgebouwen. Deze gegevens zijn aangevuld met schetsen en eventueel ook met foto's. Op de titelpagina worden de kadastrale ligging vermeld, de oppervlakte, het K.I. per gebouwde en ongebouwde gedeelten, het jaar van de expertise, de naam van de eigenaar en van de gebruiker, samen met de beschrijving. Jammer genoeg valt te vrezen dat van het oude model Z, die eerst in de gemeenten, maar vanaf 1878 in het archief van de controleur werden gedeponeerd, veel teloor is gegaan. ouwen, die de vroegere modellen Z en de beschrijvende lijst van kastelen en kloosters verving, en vanaf 1930 werd aangewend als bestendig schattingsdocument. Ieder uitzonderlijk gebouw of nijverheidsgebouw wordt in deze tabel gedetailleerd beschreven : de ligging, de aard, de staat, de materialen, de constructie, de ouderdom, het aantal verdiepingen en woonvertrekken, de bestemming van de verschillende delen en de uitrusting (machines) van de nijverheidsgebouwen. Deze gegevens zijn aangevuld met schetsen en eventueel ook met foto's. Op de titelpagina worden de kadastrale ligging vermeld, de oppervlakte, het K.I. per gebouwde en ongebouwde gedeelten, het jaar van de expertise, de naam van de eigenaar en van de gebruiker, samen met de beschrijving. Jammer genoeg valt te vrezen dat van het oude model Z, die eerst in de gemeenten, maar vanaf 1878 in het archief van de controleur werden gedeponeerd, veel teloor is gegaan.

De meeste archieven van het kadaster berusten thans in de directies van die Administratie en ten dele in het rijksarchief. De archieven bij de laatste gedeponeerd, mogen vrij worden ingezien. Ook in de directies is raadpleging mogelijk. Een K. B. van 23 maart 1965 verleent bovendien aan particulieren, die kadastrale documenten wensen in te zien voor pedagogische of wetenschappelijke doeleinden, het recht de gegevens te noteren [[J. Van Oosterweyck, *Het Archiefwezen in België*. Brussel, 1969, blz, 108 (Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten). ]].

Tot slot dient nog te worden gewezen op de voor de I.A. belangwekkende documentatie die zich bevindt in het Fonds van het Hof van Beroep te Brussel, dat wordt bewaard in het Algemeen Rijksarchief, en opklimt tot het begin van de 19de eeuw en zelfs tot het einde van de 18de eeuw. Alhoewel interessante bescheiden in verband met de I.A. kunnen aanwezig zijn in de archieven van alle rechterlijke instanties, is toch in de eerste plaats onderzoek geboden in het archief van de Rechtbanken van Koophandel en in dat van de vroegere Werkrechtbanken, thans Arbeidsrechtbanken.

Ingevolge de archiefwet van 24 juni 1955 (B.S. van 8 augustus 1955) zijn de rechtbanken van de rechterlijke macht, evenzeer als de rijksbesturen en de provincies gehouden hun archieven van méér dan honderd jaar neer te leggen in het rijksarchief. Diezelfde wet voorziet ook de mogelijkheid voor het in bewaring geven van jonger archief, in zover de bescheiden althans geen administratief nut meer hebben. Van die mogelijkheid hebben ook de rechtbanken reeds in ruime mate gebruik gemaakt. Toch is inzage van rechterlijke bescheiden in het rijksarchief, tenminste wanneer het gaat om archief van na 1815, slechts mogelijk mits speciale toelating van de procureur-generaal van het overeenstemmende ressort.

Uit het bovenstaande overzicht, hoe onvolledig en hoe summier het ook moge zijn, blijkt de mogelijkheid voor informatie die besloten ligt in de voorhanden archieven. Geen industrieel archeoloog, die een grondig en wetenschappelijk onderzoek wenst te ondernemen, zal bijgevolg verzuimen de documenten te raadplegen die hem kunnen inlichten omtrent het historisch, economisch en sociaal kader of over de technische achtergrond van zijn studieobject.